

CONSEJO PERMANENTE



OEA/Ser.G
CP/ACTA 1256/00
22 noviembre 2000

ACTA
DE LA SESIÓN ORDINARIA
CELEBRADA
EL 22 DE NOVIEMBRE DE 2000

Aprobada en la sesión del 13 de agosto de 2001

ÍNDICE

	<u>Página</u>
Nómina de los Representantes que asistieron a la sesión.....	1
Bienvenida a la nueva Embajadora Observadora Permanente de Francia	2
Informe preliminar del Jefe de la Misión de Observación Electoral en Nicaragua	4
Instalación de la Comisión sobre la Participación de la Sociedad Civil en las Actividades de la OEA y elección de su Presidente	8
Informe al Consejo Permanente sobre la reestructuración del sistema interamericano a la luz de las Cumbres de las Américas.....	13
[Aprobación del proyecto de resolución].....	16
Informe verbal de la Secretaria Ejecutiva de la Comisión Interamericana de Mujeres (CIM) sobre la XXX Asamblea de Delegadas de la CIM.....	16
Temas relativos a la reducción de los desastres naturales.....	23
Aprobación de acta	40
Foro democrático a realizarse en la Argentina.....	40
Declaración de los Jefes de Estado y de Gobierno de los países iberoamericanos sobre la cuestión de las islas Malvinas	40
Presentación de la Representante del Perú con relación a la actual situación política en su país	41
Palabras de reconocimiento a la señorita Andrea Soruco, Representante Alterna de Bolivia, en ocasión de su alejamiento del Consejo Permanente	44
Anuncios del Presidente.....	44

ANEXO

RESOLUCIÓN APROBADA:

CP/RES. 779 (1256/00), Reestructuración del sistema interamericano a la luz de las Cumbres de las Américas	47
--	----

DOCUMENTO CONSIDERADO EN LA SESIÓN
(SE PUBLICA POR SEPARADO)

GT/REESI-8/00 rev. 1, Informe al Consejo Permanente sobre la reestructuración del sistema interamericano a la luz de las Cumbres de las Américas (Aprobado por el Grupo de Trabajo en su reunión celebrada el 15 de noviembre de 2000)

CONSEJO PERMANENTE DE LA ORGANIZACIÓN DE LOS ESTADOS AMERICANOS

ACTA DE LA SESIÓN ORDINARIA CELEBRADA EL 22 DE NOVIEMBRE DE 2000

En la ciudad de Washington, a las diez y veinte de la mañana del miércoles 22 de noviembre de 2000, celebró sesión ordinaria el Consejo Permanente de la Organización de los Estados Americanos. Presidió la sesión el Embajador Peter M. Boehm, Representante Permanente del Canadá y Presidente del Consejo Permanente. Asistieron los siguientes miembros:

Embajador Kingsley C.A. Layne, C.M.G., Representante Permanente de San Vicente y las Granadinas
Embajador M.A. Odeen Ishmael, Representante Permanente de Guyana
Embajadora Beatriz M. Ramacciotti, Representante Permanente del Perú
Embajador Denis G. Antoine, Representante Permanente de Grenada
Embajador Lionel Alexander Hurst, Representante Permanente de Antigua y Barbuda
Embajadora Laura Elena Núñez de Ponce, Representante Permanente de Honduras
Embajador Hernán R. Castro H., Representante Permanente de Costa Rica
Embajador Luis Alfredo Ramos, Representante Permanente de Colombia
Embajador Álvaro J. Sevilla Siero, Representante Permanente de Nicaragua
Embajadora Virginia Contreras, Representante Permanente de Venezuela
Embajadora Margarita Escobar, Representante Permanente de El Salvador
Embajador Marcelo Ostría Trigo, Representante Permanente de Bolivia
Embajador Juan José Arcuri, Representante Permanente de la Argentina
Embajador Ronalth Ivan Ochaeta Argueta, Representante Permanente de Guatemala
Embajador Valter Pecly Moreira, Representante Permanente del Brasil
Embajador Esteban Tomic Errázuriz, Representante Permanente de Chile
Embajador Blasco Peñaherrera, Representante Permanente del Ecuador
Embajador Juan Enrique Fischer, Representante Permanente del Uruguay
Embajadora Lisa Shoman, Representante Permanente de Belice
Embajador Michael Ian King, Representante Permanente de Barbados
Ministro Consejero Jean Ricot Dorméus, Representante Interino de Haití
Embajador Ramón Quiñones, Representante Interino de la República Dominicana
Ministro Julio César Arriola Ramírez, Representante Interino del Paraguay
Consejera Sheila G. Carey, Representante Alterna del Commonwealth de las Bahamas
Consejera Renata E. Wielgosz, Representante Alterna del Canadá
Ministra Vilma McNish, Representante Alterna de Jamaica
Primera Secretaria Martha Louis Auguste, Representante Alterna de Santa Lucía
Ministro Juan Manuel Gómez-Robledo, Representante Alterno de México
Segundo Secretario Henry Leonard Mac-Donald, Representante Alterno de Suriname
Embajador Max José López Cornejo, Representante Alterno de Panamá
Embajador Thomas A. Shannon, Representante Alterno de los Estados Unidos

También estuvo presente el Secretario General Adjunto, Embajador Luigi R. Einaudi, Secretario del Consejo Permanente.

El PRESIDENTE: Bonjour. J'ai le plaisir de déclarer ouverte la séance de ce Conseil permanent réuni pour discuter des sujets à l'ordre du jour contenu dans le document CP/OD-1256/00.

BIENVENIDA A LA NUEVA EMBAJADORA OBSERVADORA PERMANENTE DE FRANCIA

El PRESIDENTE: Le Conseil aujourd'hui a l'honneur d'accueillir l'Ambassadeur Sylvie Alvarez, nouvel Observateur permanent de la France près l'OEA. L'Ambassadeur Alvarez est Chevalier de la Légion d'honneur de la France et de l'Ordre national du Mérite. Parmi ses affectations dans le service diplomatique de la France, elle a servi son pays près des Nations Unies, à Rabat (Maroc), à Castries et, plus récemment, en qualité d'Ambassadeur et Ministre plénipotentiaire à Managua (Nicaragua). Elle a également été Secrétaire général de la Présidence française de l'Union de l'Europe occidentale.

Votre Excellence, c'est en effet pour moi un honneur, au nom des membres de ce Conseil permanent, de vous souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Etats Américains et à ce Conseil permanent aujourd'hui. Sachez que nous souhaitons travailler en étroite collaboration avec vous à la réalisation de l'agenda interaméricain.

L'Ambassadeur Alvarez a exprimé le souhait de s'adresser au Conseil en cette occasion et j'ai le grand plaisir d'accéder à cette demande. Excellence, je vous prie de bien vouloir prendre la parole.

La OBSERVADORA PERMANENTE DE FRANCIA: Merci, Votre Excellence Monsieur le Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Etats Américains, Votre Excellence Monsieur l'Ambassadeur Boehm, Président du Conseil permanent de l'OEA, Excellences, Mesdames les ambassadrices et Messieurs les ambassadeurs près l'OEA.

Monsieur le Président, je tiens à vous remercier pour vos paroles de bienvenue et c'est pour moi un grand honneur d'assister pour la première fois à cette réunion du Conseil permanent de l'OEA. C'est avec le plus grand intérêt et enthousiasme que j'aborde cette nouvelle mission diplomatique importante, exprimant le souhait, au nom du gouvernement français, d'approfondir l'engagement de mon pays auprès de l'Organisation et de tous les représentants du continent.

Au cours de ces dernières années en ma qualité de Représentante de la France auprès des six Etats de l'Organisation des Etats de la Caraïbe orientale, puis récemment au Nicaragua, j'ai pu suivre de près les évolutions en cours tant en Amérique du Sud, en Amérique centrale que dans la Caraïbe. Ainsi, j'ai pu mesurer l'importance du rôle de l'Organisation des Etats Américains et la persévérance de ses efforts afin de contribuer à la paix et à la stabilité dans la Région.

La communauté internationale a également été à même, au lendemain du désastre historique occasionné en Amérique centrale par l'ouragan Mitch en 1998, de constater la force des liens de solidarité entre la France et le continent, qui s'est manifestée par des initiatives spectaculaires sur le plan de l'assistance humanitaire et de l'annulation de la dette.

Le poids et le dynamisme croissant du continent américain sur les plans politique, économique et culturel sont en effet perçus de manière très positive par mon pays. Pour la France et l'Europe, l'Union européenne que la France préside au cours de ce semestre, le partenariat avec

l'Amérique latine et les Caraïbes revêt aujourd'hui une importance significative dont témoignent, entre autres, le Sommet de Rio de Janeiro de juin 1999, le nouvel Accord entre l'Union européenne et les pays ACP, l'appui européen au processus de paix colombien et l'importance de la coopération européenne.

Permettez-moi également de rappeler que grâce aux initiatives du Président de la République française, Monsieur Jacques Chirac, et du gouvernement français, le dialogue entre la France et les pays d'Amérique latine s'est heureusement renforcé au cours de ces dernières années. Il se nourrit d'une grande proximité politique fondée sur le partage des mêmes valeurs de démocratie et d'attachement au respect des droits de l'homme, ainsi que sur une véritable parenté culturelle – parenté culturelle dont certains de mes collègues ici ambassadeurs au cours de mes visites de courtoisie ont bien voulu souligner la profondeur.

Présente dans les Caraïbes à travers ses départements français d'Amérique, la France souhaite développer sa coopération régionale, ses liens économiques avec les marchés latino-américains, approfondir ses relations éducatives et culturelles dans la Région et contribuer avec l'ensemble de ses partenaires, à l'affirmation d'un monde multipolaire plus juste et plus solidaire.

Face au nouveau défi de la mondialisation, mais également aux fléaux que représentent le trafic de la drogue, le terrorisme et la violence qui déstabilisent les Etats, l'Organisation des Etats Américains, sous l'impulsion de son Secrétaire général, de son Secrétaire général adjoint ici présent, l'Ambassadeur Luigi Einaudi, et de ses Etats membres, a su évoluer, se moderniser, s'adapter aux besoins et mettre en œuvre les nouveaux mandats qui lui ont été confiés. Je souligne en particulier la préparation et le suivi des Sommets des Amériques, qui est une mission tout à fait fondamentale.

La France suit donc avec un grand intérêt et appuie les actions menées par l'Organisation et son Secrétaire général en matière de maintien de la paix, en particulier les actions de médiation et d'établissement de mesures de confiance, de renforcement de la démocratie. Ces missions ont exigé à la fois un engagement fort au service des valeurs de la démocratie et du courage personnel de la part des responsables de l'Organisation.

En réalité, les préoccupations et les centres d'intérêt de l'OEA dans la Région, qu'il s'agisse de la démocratie, du respect des droits de l'homme, du droit des populations indigènes, de la lutte contre le trafic de la drogue, rejoignent ceux de la France. C'est dire que mon pays suivra avec beaucoup d'attention l'évolution de ces dossiers dans les années qui viennent.

Enfin, la résolution adoptée en juin dernier par l'Assemblée générale de l'Organisation des Etats Américains sur le statut des observateurs a bien marqué l'intérêt spécifique porté par l'Espagne et la France à l'Organisation. Avec l'appui des Etats membres et du Secrétaire général, il me paraît souhaitable d'approfondir cette relation privilégiée.

Encore une fois, je remercie le Secrétaire général de l'Organisation, le Secrétaire général adjoint, vous, Monsieur le Président du Conseil permanent, et tous mes collègues ambassadeurs et ambassadrices près l'Organisation des Etats Américains de leur accueil très chaleureux et très amical. Je vous remercie.

El PRESIDENTE: Merci, Excellence. Vos propos confirment une nouvelle fois l'importance des observateurs permanents au sein de notre Organisation. Soyez assurée, Madame l'Ambassadeur, de notre complet soutien.

INFORME PRELIMINAR DEL JEFE DE LA MISIÓN DE OBSERVACIÓN ELECTORAL EN NICARAGUA

El PRESIDENTE: Nous passons maintenant au point 1 de l'ordre du jour. Lors de notre précédente rencontre, le Représentant permanent du Nicaragua avait informé ce Conseil des élections tenues dans son pays. Aujourd'hui, nous sommes en mesure d'écouter le rapport verbal préliminaire du Chef de la Mission d'observation électorale au Nicaragua. Pour la présentation de ce rapport préliminaire, je voudrais donner la parole à Monsieur Santiago Murray, Conseiller spécial de l'Unité pour la promotion de la démocratie du Secrétariat général et Chef de la Mission d'observation électorale au Nicaragua. Vous avez la parole.

El JEFE DE LA MISIÓN DE OBSERVACIÓN ELECTORAL EN NICARAGUA: Gracias, señor Presidente.

La Misión de Observación Electoral de los comicios municipales celebrados el 5 de noviembre del corriente año fue organizada como respuesta a la solicitud que cursara el Gobierno de la República de Nicaragua a la Secretaría General de la Organización de los Estados Americanos. Los acuerdos sobre inmunidades y privilegios, y los relativos a los procedimientos de observación electoral se suscribieron, como es de rigor, con las autoridades competentes.

La Misión realizó tres viajes a Nicaragua, previos a su instalación definitiva. El primero tuvo como propósito fundamental la concertación de audiencias con las autoridades gubernamentales y electorales del país, así como la realización de las primeras entrevistas con distintos referentes y candidatos políticos. En esa oportunidad la Misión tuvo particular cuidado en difundir los dos propósitos relevantes de su gestión: en primer lugar, apoyar los esfuerzos nacionales para contribuir al objetivo de brindar la mayor transparencia, imparcialidad y credibilidad al evento electoral; en segundo lugar, observar las etapas del proceso electoral municipal e informar a los Estados Miembros de la OEA y a su Secretario General sobre los resultados de su trabajo.

Los dos viajes siguientes fueron programados con motivo de las polémicas generadas en torno al marco jurídico aplicable al proceso electoral y, adicionalmente, con el fin de profundizar el conocimiento sobre algunos elementos tecnológicos e informáticos que se utilizarían en los futuros comicios.

La Misión se instaló oficialmente el 25 de octubre y contó con la participación de 35 observadores de 18 Estados Miembros, quienes, en su mayoría, habían participado en anteriores elecciones nicaragüenses.

Esta circunstancia representó un importante valor agregado para el grupo seleccionado por la Misión, conformado por profesionales con una notoria experiencia en los distintos aspectos que involucra un proceso electoral. Me refiero no solo a los de naturaleza jurídica e informática, sino también a aquellos vinculados con las fases de capacitación, divulgación y organización en general.

Fueron establecidas 13 subsedes: 12 en cabeceras departamentales, de los 15 departamentos que tiene el país, y una en la región autónoma del Atlántico Norte. Con esta distribución, y los medios de transporte y comunicación idóneos para realizar las visitas a cada uno de ellos, se logró cubrir en la etapa preelectoral la totalidad de los 151 municipios del país.

Durante los últimos días de la campaña, la Misión contribuyó al esclarecimiento de situaciones confusas y facilitó el diálogo, el acercamiento y la construcción de consenso alrededor de diferendos o conflictos que surgieron entre los protagonistas del proceso.

Un primer hecho estuvo vinculado con la decisión de fijar el 5 de noviembre, no solamente como la fecha para la celebración de los comicios municipales, sino también como la del vencimiento del plazo para otorgar la personería jurídica a aquellos grupos en formación interesados en participar en la elección general del año 2001.

La simultaneidad de estos procesos impedía al Consejo Supremo Electoral destinar todos los recursos humanos y técnicos hacia la preparación del evento electoral municipal. Por tal motivo, la Misión sugirió a dicho organismo electoral y a los principales referentes políticos que el plazo para la inscripción de agrupaciones políticas fuese postergado hasta después de culminado el calendario de las elecciones municipales. El 1 de noviembre el Consejo aceptó las propuestas mencionadas.

El segundo hecho que cabe señalar tuvo relación con la decisión de excluir a la agrupación Yatama de participar en las elecciones municipales por no cumplir con los requisitos establecidos en la nueva ley electoral. Una serie de protestas en torno a esta situación llevaron a la Misión a reunirse con los líderes de esa agrupación. Estas gestiones consiguieron persuadir a los representantes de Yatama acerca de que cualquier iniciativa violenta, o contraria a las leyes, desvirtuaría su derecho constitucional de impugnación y/o protesta pacífica.

Por otra parte, no prosperaron las gestiones emprendidas por algunos sectores políticos y por la propia Misión para postergar los comicios. Consecuentemente, y sin perjuicio de algunos disturbios aislados, se verificó en la Zona Atlántica una abstención superior al 80%. Cabe señalar que la agrupación Yatama inició las acciones correspondientes a efectos de anular los comicios. El caso aún no se ha resuelto.

El día de la elección fueron observados aproximadamente 700 centros de votación, distribuidos en 100 municipios, entre los 15 departamentos y dos regiones autónomas.

En la mayoría de las juntas receptoras de votos visitadas se constató la existencia de material electoral, la presencia de todos los miembros integrantes y la participación de los fiscales de los partidos políticos. No obstante, en algunos de ellos se evidenciaron retrasos en la apertura del acto electoral y en el proceso de votación.

Por otra parte, la omisión de electores en el padrón electoral, la reubicación inconsulta de votantes, así como la retención del documento de identidad como condición para ejercer el sufragio, cuando el ciudadano no aparecía en el padrón de su localidad, fueron aspectos que generaron confusión y en algunos casos abstención.

Cabe anotar que los procedimientos de escrutinio y conteo de votos fueron lentos, debido posiblemente a la insuficiente capacitación de los miembros de la Junta Receptora de Votos. Asimismo, es del caso indicar que algunos de los inconvenientes ocurridos en la fase de transmisión de resultados y totalización de votos podrían haberse evitado con la realización de simulacros previos al día de los comicios.

Lo anterior, sumado al número de impugnaciones que se han presentado al proceso de recuento de votos en las cabeceras departamentales, ha impedido conocer, al día de hoy, los resultados oficiales de la elección.

La Misión desea destacar que la cordialidad y el espíritu de cooperación brindados por las autoridades electorales fueron vitales para el irrestricto acceso de los observadores a los centros de votación y de escrutinio. También fue significativa su buena disposición para superar las dificultades que afectaron el desarrollo del proceso.

Finalmente, se deja expresa constancia del agradecimiento de la Secretaría General a la Misión Permanente de los Estados Unidos por la cooperación financiera brindada.

El informe financiero sobre la ejecución de esta actividad será adjuntado al informe final que el señor Secretario General someterá a la consideración de este Consejo Permanente.

Muchas gracias, señor Presidente.

El PRESIDENTE: *Merci, Monsieur Murray. J'aimerais maintenant inviter les délégations qui le souhaitent à intervenir. L'Ambassadeur et Représentant permanent du Nicaragua a la parole.*

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE NICARAGUA: Muchas gracias, señor Presidente. Deseo expresar a la nueva Observadora Permanente de Francia, Embajadora Sylvie Alvarez, nuestra más calurosa bienvenida al incorporarse el día de hoy, en la calidad mencionada, al seno del Consejo Permanente de la Organización de los Estados Americanos. La Embajadora Alvarez, antes de ser acreditada aquí ante la OEA en su carácter de Observadora Permanente de Francia, se desempeñó como Embajadora Extraordinaria y Plenipotenciaria de su país en Nicaragua, en donde tuve el honor de conocerla y compartir actividades con ella. Por ese hecho, y habida cuenta de su capacidad y dinamismo, estoy seguro de que su incorporación en calidad de Observadora Permanente de Francia dará muchos frutos a este Consejo Permanente. Bienvenida, de nuevo, Embajadora Alvarez.

A continuación, deseo referirme brevemente al informe preliminar que el señor Santiago Murray, Jefe de la Misión de Observación Electoral de la OEA en Nicaragua, ha presentado en relación con las elecciones municipales que tuvieron lugar en mi país el día 5 de noviembre.

Señor Presidente, en representación del Gobierno de Nicaragua, agradezco a la Secretaría General de la Organización de los Estados Americanos que, a través de la Unidad para la Promoción de la Democracia, conformó la Misión de Observación Electoral con motivo de la elección de autoridades municipales que tuvo lugar el domingo 5 de noviembre, cuyo Jefe, señor Santiago Murray, acaba de presentar un informe preliminar sobre la misma.

El informe presentado por el señor Murray ilustra ampliamente, sobre todo, una serie de aspectos relacionados con los comicios celebrados en Nicaragua, los cuales, como lo manifesté en una ocasión anterior, fortalecen nuestra democracia, consolidan el estado de derecho y la institucionalidad del país y manifiestan, una vez más, la voluntad popular de los nicaragüenses de una manera pacífica y democrática.

El informe del Jefe de la Misión Electoral de la OEA destaca la cordialidad y el espíritu de cooperación brindados por las autoridades electorales, elementos que fueron vitales para el irrestricto acceso de los observadores a los centros de votación y de escrutinio. También fue significativa su buena disposición para solucionar las dificultades que afectaron el desarrollo de la actividad electoral, lo cual se encuentra en armonía con la voluntad del Gobierno de Nicaragua de garantizar la transparencia del proceso.

Esta Misión Permanente, señor Presidente, trasladará el informe preliminar al Gobierno de Nicaragua para todos los efectos, el cual, lógicamente, lo sabrá valorar en todos sus aspectos.

No puedo concluir sin expresar nuestro reconocimiento al Gobierno de los Estados Unidos de América por el apoyo financiero brindado, el cual fue vital para el funcionamiento de la Misión de Observación Electoral. Este reconocimiento se hace extensivo a los 18 Estados Miembros de la Organización, cuyos nacionales formaron parte de los 35 observadores que conformaron dicha Misión, quienes, en su gran mayoría, ya habían participado en anteriores elecciones nicaragüenses.

Muchas gracias, señor Presidente.

El PRESIDENTE: Merci, Monsieur l'Ambassadeur. J'aimerais maintenant offrir la parole au Secrétaire général adjoint, l'Ambassadeur Luigi Einaudi.

El SECRETARIO GENERAL ADJUNTO: Muchísimas gracias, señor Presidente.

Quería solo aprovechar esta discusión de una observación exitosa, basada en una colaboración estrecha entre la Secretaría General y uno de los países miembros, para subrayar un punto que a mí me parece fundamental.

La cooperación en general, y la observación electoral en particular, no son una tarea fácil. Si uno piensa en la observación electoral, ¿qué logra normalmente? Varias cosas: expresar el interés de la comunidad internacional por el proceso democrático; incrementar la credibilidad de los ciudadanos hacia las elecciones; exponer las eventuales irregularidades que puedan producirse; valorar la elección de manera pública y aportar sugerencias para futuros comicios; estimular la rápida aceptación de los resultados legítimos.

Cuando escuchamos al Jefe de la Misión de Observación Electoral de la OEA en Nicaragua hablar de "apoyar los esfuerzos nacionales", tenemos que darnos cuenta de que el Jefe de esa Misión es un hombre que, no solo ha participado o liderado la tercera parte de las misiones electorales de la OEA en América en estos últimos años, sino que es, justamente, un profundo conocedor de Nicaragua. Hace ya diez años no solo participó en observaciones electorales en Nicaragua, sino que efectivamente organizó y dirigió la Comisión Internacional de Apoyo y Verificación de la OEA en Nicaragua (CIAV/OEA), que ayudó en la asistencia en materia de desmovilización y reinserción de

ex combatientes del conflicto armado nicaragüense y aseguró los derechos humanos en zonas rurales afectadas por el conflicto.

Esto significa que nuestro esfuerzo por apoyar a los gobiernos en su búsqueda de la vigencia de nuestros valores democráticos comunes y universales también depende de un conocimiento profundo de la idiosincrasia y las realidades de los países miembros donde esa difícil tarea tiene que realizarse.

Con estas palabras solo quería expresar mi reconocimiento al hecho de que esta Secretaría funciona bien cuando tiene gente capaz y cuando los gobiernos de los Estados Miembros cooperan eficazmente con nosotros y facilitan nuestra actividad.

Muchas gracias.

El PRESIDENTE: Merci, Monsieur le Secrétaire général adjoint. S'il n'y a pas d'observations, la Présidence suggère que ce Conseil prenne note du rapport préliminaire présenté par le Chef de la Mission d'observation électorale, ainsi que des remarques faites par l'Ambassadeur du Nicaragua et par le Secrétaire général adjoint. Il en est ainsi convenu. Adjugé.

This Council may recall that at the meeting of the Permanent Council on October 23, the Government of Venezuela requested the Permanent Council to address the issue of electoral observations and, indeed, the possible formulation of statutes to govern electoral observation. Document CP/doc.3364/00 was circulated in relation to the topic.

It is the Chair's view that a rich and substantive discussion took place at that meeting, and it was decided to keep this important matter under the responsibility of the Permanent Council. Her Excellency Ambassador Virginia Contreras and the Chair were entrusted by this Council with the responsibility to determine the appropriate follow-up to this matter.

I am pleased today to inform the Council that as a result of the consultations with Ambassador Contreras, it was agreed that the Chair will write to the Secretary General and reflect the tenor and content of that debate. The Chair will also commend the letter to the Secretary General and to the Secretariat for the ongoing undertakings related to electoral observation missions, including the internal revision of the Manual.

INSTALACION DE LA COMISIÓN SOBRE LA PARTICIPACIÓN
DE LA SOCIEDAD CIVIL EN LAS ACTIVIDADES DE LA OEA Y ELECCIÓN
DE SU PRESIDENTE

El PRESIDENTE: We now pass on to item 2, the installation of the Special Committee on Civil Society Participation in OAS Activities and the election of its chair. At a previous Council meeting, the Chair had indicated that he would consult with permanent representatives and spare no effort to see who would be willing to chair this committee. I think I have succeeded, but we will see. I hereby declare installed the Special Committee on Civil Society Participation in OAS Activities, and I offer the floor to those who may wish to make nominations.

The distinguished Representative of Ecuador has the floor.

El REPRESENTANTE ALTERNO DEL ECUADOR: Gracias, señor Presidente. En primer lugar, mi Delegación quiere dar la bienvenida a la distinguida Observadora Permanente de Francia y desearle el mayor de los éxitos en sus funciones al frente de esa misión, así como ofrecer el apoyo de la Delegación del Ecuador en los trabajos que ella realice.

En segundo lugar, quiero disculpar, señor Presidente, la ausencia del Embajador Blasco Peñaherrera, quien debía encontrarse aquí para hacer la presentación del candidato para la Comisión sobre la Participación de la Sociedad Civil en las Actividades de la OEA. Lamentablemente, por razones de tipo personal él no ha podido llegar a tiempo y me ha pedido que le ofrezca sus disculpas.

Para la Delegación del Ecuador es un honor presentar la candidatura del distinguido Embajador Kingsley Layne, Representante Permanente de San Vicente y las Granadinas ante esta Organización. El Embajador Kingsley Layne es el primer Embajador residente de San Vicente y las Granadinas en los Estados Unidos y también representa a su país en este Consejo desde septiembre de 1990. En su condición de Presidente del Grupo de Países de América Latina y el Caribe (GRULAC) en la Organización de las Naciones Unidas, en junio de 1992, fue responsable de la primera elección de un ciudadano de la CARICOM como Presidente del cuadragésimo octavo período de sesiones de la Asamblea General de la Organización de las Naciones Unidas, elección que recayó en el candidato de Guyana.

En la OEA, el Embajador Kingsley Layne ha copresidido el Grupo de Trabajo encargado de fusionar los Consejos en el Consejo Interamericano para el Desarrollo Integral (CIDI). El Embajador Layne fue electo como primer Presidente de la Comisión Ejecutiva Permanente del CIDI (CEPCIDI) en junio de 1996, durante la reunión inaugural celebrada en la ciudad de Panamá. El Embajador Layne ha sido el promotor del Consejo de Organizaciones de San Vicente y las Granadinas (COSAGO), organización nacional que sirve para agrupar a todas las asociaciones de San Vicente y las Granadinas en los Estados Unidos de América. También ha apoyado el establecimiento de la Coalición Nacional de Asuntos Caribeños (NCOCA), que agrupa a todas las organizaciones caribeñas en este mismo país.

El Embajador Layne es el Decano del Cuerpo Diplomático del Caribe en Washington, D.C. En su calidad de Embajador de San Vicente y las Granadinas, al Embajador Layne le fue concedida membresía en la Muy Distinguida Orden de San Miguel y San Jorge, por Su Majestad la Reina Isabel, por sus excepcionales servicios públicos y diplomáticos. En 1999 el Embajador Layne recibió el Premio Martin Luther King, Jr. por Servicios Internacionales. Otros galardonados con ese premio fueron el Reverendo Jesse Jackson y el Senador Robert Dole. Los premios King son entregados anualmente por un comité internacional a individuos que han efectuado contribuciones significativas en los campos académico, industrial, nacional e internacional. Este premio es uno de los más distinguidos en los Estados Unidos de América.

Gracias, señor Presidente.

El PRESIDENTE: Thank you very much. I give the floor to the distinguished Representative of Jamaica.

La REPRESENTANTE ALTERNA DE JAMAICA: *Gracias, señor Presidente*; thank you, Mr. Chairman.

Allow me first of all, on behalf of the Delegation of Jamaica, to welcome Her Excellency Sylvie Alvarez, the new Permanent Observer of France. The Delegation of Jamaica recognizes the long and active role of France in the inter-American system, in particular the OAS, and we look forward to continued cooperation during Ambassador Alvarez's tenure.

Mr. Chairman, for the reasons so eloquently expressed by the Representative of Ecuador, my delegation is pleased to second the nomination of His Excellency Ambassador Kingsley Layne, Permanent Representative of Saint Vincent and the Grenadines, as Chair of the Special Committee on Civil Society Participation in OAS Activities. We are very confident that with his long and impressive background in public service, as well as in the Organization of American States, Ambassador Layne will be an effective chair of this important committee. I therefore propose that his election be by acclamation. Thank you, Mr. Chairman. [Aplausos.]

El PRESIDENTE: Ambassador Layne, you have been elected Chair of the Special Committee on Civil Society Participation in OAS Activities. I congratulate you on your election and wish you much success in this new assignment.

I believe it is fitting that that you, as our Dean, have accepted this important position. This issue is of great public importance, as it reflects the inclusiveness of this organization and the value it gives to diversified interest groups and partnership building. I thank you for the leadership that you have shown and will demonstrate, and I assure you of the full support of this Permanent Council.

I recognize the Representative of Guyana.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE GUYANA: Thank you, Mr. Chairman. I am extremely pleased that Ambassador Kingsley Layne has been duly elected Chair of this Special Committee on the Participation of Civil Society in OAS Activities.

Mr. Chairman, before I make some brief comments on his election, I join all other delegations in welcoming the new Permanent Observer of France to this Permanent Council. Over the years, the Permanent Observer of France has worked very closely with all of our delegations, and we are sure that the new Observer will carry on that tradition. On behalf of the Delegation of Guyana, I assure her of our cooperation. I look forward to working very closely with her in the years ahead.

Mr. Chairman, I seize this opportunity to make some comments on the election of our good friend, Ambassador Kingsley Layne. I know that the representatives of Ecuador and Jamaica have spoken adequately on the qualities of Ambassador Layne, and it's normally unusual for a third person to speak after an election, but I want to say that Ambassador Layne surely fits the qualities of the person that you have been looking for to chair this special committee.

Mr. Chairman, you have played a very distinguished role in activating civil society in the work of the Organization of American States. As Chair of the Special Committee on Inter-American Summits Management, you have displayed that knack in bringing civil society to the OAS, getting them to participate fully, and generating fresh ideas that this organization really needs.

Mr. Chairman, Ambassador Layne has also been doing that over the years. He is the longest serving diplomat in this Permanent Council. Within the CARICOM group, he has pushed the role of civil society in the political life of our countries and in the work of the OAS. It was mentioned that he was the first Chairman of the Permanent Executive Committee of the Inter-American Council for Integral Development (CEPCIDI). Under his tutelage, CEPCIDI was shaped to better assist and benefit the member states of the Organization of American States, especially the countries of the Caribbean.

It is therefore with great pride that I associate myself with the other delegations, Ecuador and Jamaica in particular, in supporting very firmly the election of Ambassador Layne. On behalf on my delegation, I wish to say that he can count on my support in carrying out the duties that lie ahead.

Thank you, Mr. Chairman.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador. I give the floor to the Representative of Colombia.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE COLOMBIA: Muchas gracias, señor Presidente. No quisiera dejar pasar esta oportunidad sin referirme al importante trabajo desarrollado meses atrás por la Comisión sobre la Participación de la Sociedad Civil en las Actividades de la OEA que ha tenido a su cargo el tema que estamos tratando en este momento, y fruto del cual ha sido la expedición de las Directrices que orientan dicha participación. Este es un documento en el cual se ha institucionalizado y regularizado una colaboración que en el pasado se hacía de forma imprecisa, dispersa y con normas poco claras.

Las directrices eran, sin lugar a dudas, una necesidad. Prueba de ello es el hecho de que 15 organizaciones de la sociedad civil, provenientes de distintos lugares del Continente, se encuentran ya registradas ante la OEA y cinco más se encuentran listas para hacerlo en el futuro inmediato.

Estoy convencido de que este tipo de participación enriquecerá a nuestra Organización. Ha quedado abierta una gran posibilidad para que todos los asuntos que trata la OEA cuenten con la participación efectiva de la sociedad civil, a través de sus representantes. Tengo la certeza de que estas instituciones aportarán su conocimiento y experiencia para fortalecer la democracia en todos los países del Hemisferio.

Aprovecho también la oportunidad para augurarle muchos éxitos al Presidente de la Comisión sobre la Participación de la Sociedad Civil en las Actividades de la OEA y ofrecerle desde ahora toda nuestra cooperación.

Muchas gracias, señor Presidente.

El PRESIDENTE: Thank you very much, Ambassador. I give the floor to the Representative of Saint Vincent and the Grenadines.

El PRESIDENTE DE LA COMISIÓN SOBRE LA PARTICIPACIÓN DE LA SOCIEDAD CIVIL EN LAS ACTIVIDADES DE LA OEA: Thank you very much, Mr. Chairman.

Distinguished colleagues, delegations of Ecuador, Jamaica, and Guyana, I thank you for your kind words on my nomination. I accept this task in the name of the Government and people of Saint Vincent and the Grenadines and of all my colleagues here.

I am very conscious of the importance of civil society within the context of all that we have been doing in this organization in recent times—promoting, defending, upholding, and protecting democracy and human rights, and searching for a better life for all of our people.

Over the years, sometimes civil society in its various forms—NGOs, protesters, and so on—have been treated a little bit like “anathema.” They seem at times to operate on a different level of understanding. But as we have seen, their causes are just and the things they stand up for are important. They also have come to understand that governance and the delivery of the things for which protests are made are a different matter within a different context. I feel that we can only become stronger and more cohesive by bringing these important forces together. Whatever we do in government can only be successful insofar as it gains the support of civil society, and this is increasingly so throughout our hemisphere.

As I understand it, the Special Committee on Civil Society Participation in OAS Activities was created by the OAS in June 1999 in order to establish transparent and modern procedures for interaction between civil society and the political organs of the OAS. In this regard, the Permanent Council approved a set of guidelines in December 1999, and I wish to personally congratulate those who, along with the Permanent Representative of Colombia, worked so diligently to put these guidelines in place.

These guidelines will govern the participation of civil society organizations in the activities of the OAS. It is a new and exciting arena of participation for all of us, and I hope that with mutual understanding and a determination to make a success of this effort, we can all look back on this period with a sense of appreciation and gratitude.

I join my colleagues in welcoming the Permanent Observer of France, whom I have already met. She is a very special person to the delegations of the member states of the Organisation of Eastern Caribbean States (OECS), because she was accredited to us as the Ambassador of France. She knows our countries well, and we can tell her nothing that she does not know. We welcome you and look forward to working with you, Ambassador. We know that France is a leader in the involvement of civil society, and we hope that we can call on your experience, expertise, and generosity in carrying out the work of this committee together with all other permanent observer missions.

I thank you very much, and I pledge myself to do this job to the best of my ability, with your cooperation. Thank you.

El PRESIDENTE: Thank you very much, Ambassador Layne, for your eloquent words. As I have said, this Council wishes you well, and you will have its full cooperation.

That concludes our discussion of item 2.

INFORME AL CONSEJO PERMANENTE SOBRE LA REESTRUCTURACIÓN
DEL SISTEMA INTERAMERICANO A LA LUZ DE
LAS CUMBRES DE LAS AMÉRICAS

El PRESIDENTE: Item 3 refers to the report of the Working Group on Restructuring the Inter-American System in the Context of the Summits of the Americas, document GT/REESI-8/00 rev. 1. I give the floor to Ambassador Juan José Arcuri, Permanent Representative of Argentina and Chairman of the Working Group.

El PRESIDENTE DEL GRUPO DE TRABAJO SOBRE LA REESTRUCTURACIÓN DEL SISTEMA INTERAMERICANO A LA LUZ DE LAS CUMBRES DE LAS AMÉRICAS: Muchas gracias, señor Presidente.

Señor Presidente, ante todo, permítame brindarle por su intermedio la más cordial bienvenida a la nueva Observadora Permanente de Francia, la Embajadora Alvarez, quien ha tenido la deferencia de entrar en contacto previamente con nosotros y demostrarnos el apego, conocimiento y trayectoria que ha desarrollado en su relación con nuestro Continente. Estamos seguros, señor Presidente, de que sus aportes en este Consejo y en las distintas comisiones que lo componen serán de gran valor para todos nosotros. Bienvenida, señora Embajadora.

Señor Presidente, permítame referirme, como usted lo ha mencionado, al informe contenido en el documento GT/REESI-8/00 rev. 1, el cual resume las actividades del Grupo de Trabajo establecido por este Consejo Permanente el día 27 de septiembre de 2000, con el mandato de considerar la propuesta del Canciller de la Argentina en torno a uno de los temas de la última Asamblea General de la OEA, celebrada en Windsor, Canadá, en junio pasado, referido a la reestructuración del sistema interamericano a la luz de las Cumbres de las Américas.

Señor Presidente, con ese mandato el Grupo, que estuvo abierto a todos los Estados Miembros de la Organización, celebró tres reuniones formales y una serie de encuentros informales, muy ricos y sustanciosos. Allí se produjeron intercambios sinceros, llenos de ideas positivas, orientados a armonizar los esfuerzos que se despliegan tanto en el ámbito del proceso de las Cumbres de las Américas, como en las tareas que realiza nuestra Organización en relación con las mismas desde 1994.

Por supuesto, durante esas conversaciones quedó perfectamente claro que el objetivo de la propuesta sometida a consideración de los integrantes del Grupo no estaba orientado a reemplazar un proceso por otro, ni mucho menos, a desnaturalizar la esencia de uno u otro. Al contrario, lo que se busca es subrayar que ambos ejercicios son complementarios y que, en definitiva, todo acercamiento entre esas actividades redundará en beneficio del conjunto y de la agenda hemisférica, en particular.

Los debates fueron abiertos, muy sinceros y en las páginas de este informe podrá encontrarse un examen en detalle de lo tratado allí.

En principio, señor Presidente, se registró un apoyo general a la propuesta. Hubo coincidencia sobre la conveniencia de armonizar las agendas de la OEA y de la Cumbre de las Américas. Quedó claro que los principios, las iniciativas y los mandatos de la OEA son complementarios, y que la OEA viene incrementando su reconocimiento como instrumento efectivo

para la implementación, el seguimiento y la evaluación de los mandatos de las Cumbres. En este contexto, se coincidió en la necesidad de formular propuestas claras, modestas, precisas, que reflejen el consenso de las delegaciones acerca de la conveniencia de racionalizar la relación entre los dos procesos.

Señor Presidente, el Grupo resumió sus acuerdos recomendando la presentación a este Consejo de tres propuestas concretas. La primera propuesta consiste en ofrecer al Grupo de Revisión de la Implementación de Cumbres (GRIC) las instalaciones de la sede de la OEA para la celebración de sus reuniones. La segunda es que, en la medida de lo posible, la Cumbre de las Américas y la Asamblea General de la OEA se celebren en forma consecutiva y sean auspiciadas por el mismo Estado Miembro. En este sentido, se propone en tercer lugar que se le solicite a la Presidencia de la Comisión Especial sobre Gestión de Cumbres Interamericanas que transmita la resolución al GRIC en su próxima reunión, la cual tendrá lugar la próxima semana en la ciudad de Washington, D.C.

Señor Presidente, a modo de conclusión permítame decir que, a juicio de nuestra Delegación y de esta Presidencia, los logros alcanzados por este Grupo de Trabajo constituyen una primera fase dentro de un proceso de armonización que debe realizarse y mantenerse. En realidad, el trabajo ejecutado ha prestado cuidadosa atención y respeto a las realidades existentes, tanto en la OEA, en el sentido de sus propias capacidades, como en el Hemisferio en su conjunto, en cuanto a sus prioridades y también a sus situaciones financieras respectivas. Teniendo en cuenta lo anterior, no fue posible lograr algo más ambicioso, pero estamos muy satisfechos porque hemos puesto en marcha este proceso de mejoramiento y acercamiento en las relaciones entre estos dos procesos.

Con esto, señor Presidente, estamos seguros de que queda mucho por hacer pero también que, con el tiempo, será posible armonizar las temáticas, las metodologías y las logísticas de la OEA y las Cumbres de las Américas en una forma más feliz, efectiva y provechosa.

Señor Presidente, permítame agradecer a todas las delegaciones su apoyo, colaboración y espíritu de cooperación, gracias a lo cual el Grupo llegó a conclusiones concretas en muy poco tiempo. Ello a pesar de lo denso de la propuesta y a la diversidad de posiciones, aunque, como se ha visto, existía un consenso subyacente.

En este orden de agradecimientos, permítame mencionar específicamente la presencia, las sugerencias y la respuesta que hemos tenido de parte de la Oficina de Seguimiento de Cumbres (OSFU), a través del señor Jaime Aparicio, el señor Christopher Hernández-Roy y la señora María Fernanda Trigo. Igualmente, quiero nombrar a la Secretaria del Consejo Permanente, especialmente a la señorita Gillian Bristol, quien estuvo permanentemente acompañándome y haciendo aportes, no solo con su apoyo técnico sino también con ideas que ayudaron al Grupo a seguir avanzando. Asimismo, permítame extender mi agradecimiento al señor Sergio Biondo, de la Subsecretaría de Asuntos Jurídicos, quien también nos acompañó.

Señor Presidente, con esto termina esta presentación y con la satisfacción de haber hecho una tarea, a nuestro juicio buena y en muy poco tiempo, por aquello de la economía de recursos. Tengo la esperanza de que los documentos que acompañan este informe sean aprobados por este Consejo, tal como se recomienda en las conclusiones del Grupo. Muchas gracias, señor Presidente.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador, for your very complete presentation. I now offer the floor to delegations wishing to comment on or add remarks to the report and the attached draft resolution.

The distinguished Representative of El Salvador has the floor.

La REPRESENTANTE PERMANENTE DE EL SALVADOR: Muchísimas gracias, señor Presidente.

Quisiera tomar unos minutos de este Consejo para extenderle la más cálida bienvenida a la nueva Observadora Permanente de Francia, la Embajadora Alvarez, con la seguridad de que su presencia, su trabajo, su experiencia en nuestra región serán un aporte significativo a este Consejo y a sus comisiones. Sea usted muy bienvenida, señora Embajadora.

Señor Presidente, también he solicitado la palabra porque queremos consignar expresamente el apoyo de mi Delegación a este documento y al proyecto de resolución presentado por el Embajador Juan José Arcuri, Representante Permanente de la Argentina. A pesar de que la Delegación de El Salvador no aparece entre las que presentan el Informe, sí es conocido por todos que mi Delegación, desde el inicio de este proceso, ha estado acompañando y apoyando la propuesta que fuera hecha en su momento por el Canciller de la Argentina, en el marco del diálogo de Windsor.

Así, señor Presidente, y escuetamente, quisiéramos que constara en el acta correspondiente el apoyo explícito de mi Delegación a este informe y felicitar a su Presidente por haber realizado tan eficientemente su trabajo. Gracias.

El PRESIDENTE: Thank you Ambassador. I recognize the distinguished Representative of Antigua and Barbuda.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE ANTIGUA Y BARBUDA: Thank you very much, Mr. Chairman. My delegation joins others in welcoming the distinguished Permanent Observer of France, Ambassador Alvarez, whom I have had the opportunity to meet. I take this opportunity to repeat the words of Ambassador Kingsley Layne in welcoming her.

I also take this opportunity to congratulate Ambassador Layne on his election as Chair of the Special Committee on Civil Society Participation in OAS Activities.

Mr. Chairman, I begin by thanking Ambassador Arcuri for his work and that of Argentina in making this draft resolution available to us today. The delegation of Antigua and Barbuda expresses its full support for the draft resolution and for the work that has been done.

I want to make mention, nevertheless, Mr. Chairman, of a proposal that my delegation introduced in Windsor. We are of the firm view that every effort to make the OAS more involved in the Summit process is going to cost the OAS. We are also terribly afraid that existing programs and areas that are funded might very likely be cannibalized in order to provide resources for Summit implementation and Summit follow-up by the Secretariat.

To prevent this cannibalization, we proposed the creation of a special fund of about \$8 million. Antigua and Barbuda puts its money where its mouth is and agreed to begin such a fund by

contributing \$10,000. For every \$1 we contribute, we anticipate that other member states will contribute \$800. This was the proposal we put on the table in Windsor and that we repeat this morning.

We are terribly afraid, sir, that existing programs may be targeted for cuts in our Committee on Administrative and Budgetary Affairs (CAAP) and elsewhere in a more meaningful way than they have been in the past once Summit implementation objectives are placed on the agenda of the OAS. We are especially concerned about those programs that benefit the very smallest of member states, primarily the scholarship funds and the national offices.

Again, this does not detract from the proposal put forward in the draft resolution this morning, which we support completely, but we do wish to repeat our proposal for the creation of a special fund. We believe it would help to put the OAS in a better position than it is now in and than it could possibly hope to be if no additional monies are assigned to it.

So we repeat our pledge, Mr. Chairman: \$10,000 to the creation of a special fund. I again thank Ambassador Arcuri and Argentina for the work and the proposal. We expressed our support for the proposal to the Foreign Minister of Argentina when it was made in Windsor, since we were his neighbor in Windsor as well.

Thank you very much, sir.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador. The reiteration of your proposal has been carefully noted. I would also go so far as to suggest that this theme be introduced at our Council meeting on December 8, which we are devoting to a discussion of the priorities of this organization.

The door is open for any other delegations wishing to comment. There being no observations, the Chair proposes that the Council take note of the report as presented and that we approve the draft resolution. Approved.^{1/}

On that basis, as Chair of the Special Committee on Inter-American Summits Management, I will include the report and the resolution in my report to the next meeting of the Summit Implementation Review Group (SIRG), and they will be circulated to delegations who attend.

Thank you.

INFORME VERBAL DE LA SECRETARIA EJECUTIVA DE LA COMISIÓN
INTERAMERICANA DE MUJERES (CIM) SOBRE LA XXX ASAMBLEA
DE DELEGADAS DE LA CIM

El PRESIDENTE: We move now to item 4 on the order of business, the verbal report of the Executive Secretary of the Inter-American Commission of Women (CIM) on the Thirtieth Assembly of Delegates. I give the floor to Ms. Carmen Lomellin, CIM's Executive Secretary.

La SECRETARIA EJECUTIVA DE LA COMISIÓN INTERAMERICANA DE MUJERES:
Thank you, Mr. Chairman, and good morning.

1. Resolución CP/RES. 779 (1256/00), anexa.

On behalf of the newly-elected President of the Inter-American Commission of Women, the honorable Indranie Chandarpal, we are pleased to make this presentation to you this morning on the results of the Thirtieth Assembly of Delegates. Let me first thank all of the ambassadors who participated with us in our Assembly. Your presence was very, very important. We also want to thank the representatives of the permanent missions, who were so instrumental in helping us organize the meeting and prepare the draft documents.

The newly elected authorities of the CIM for the coming biennium are Indranie Chandarpal, Principal Delegate of Guyana, as President; and Nora Uribe, Principal Delegate of Venezuela, as Vice President. The new members of the Executive Committee are Canada, the Dominican Republic, El Salvador, Honduras, and Uruguay.

The work plan for our Assembly included the approval of the Biennial Work Plan and the Strategic Plan of Action of the CIM; women and human rights; evaluation and recommendations of the Meeting of Ministers or of the Highest Ranking Authorities Responsible for the Advancement of Women in the Member States; the Inter-American Program on the Promotion of Women's Human Rights and Gender Equity and Equality; and the Summit of the Americas recommendations.

The session on human rights was introduced by Commissioner Marta Altolaquirre, Special Rapporteur on Women of the Inter-American Commission on Human Rights (IACHR). She spoke of the importance of the inclusion of a gender perspective within the context of human rights and of the application of the Inter-American Program to this issue.

Following Dr. Altolaquirre, Mr. Yvan Dondurnand of the International Centre for Criminal Law Reform and Criminal Justice Policy presented the findings to date of the CIM project entitled "Violence against Women/Regional Analysis: Including a Review of the Implementation of the Inter-American Convention on the Prevention, Eradication, and Punishment of Violence against Women." Our research is near completion, and the CIM will hold regional meetings to present the findings of this report to experts in the area of violence against women. The first meeting, in partnership with the United Nations Development Fund for Women (UNIFEM), will be held on December 6 and 7 in Uruguay. Similar meetings in the other regions will be held next year. The recommendations of experts will be compiled and presented to the governments through the CIM delegates as soon as all of our meetings are completed.

Following this report, Mr. William Cartright of the International Human Rights Law Institute of DePaul University presented a report on the initiation of the CIM project entitled "The Study of the Trafficking of Women and Children for Sexual Exploitation in the Americas." We are in the preliminary set-up phase of this project, and we expect that the research will be completed along with recommendations by the next Assembly of Delegates in 2002.

During the dialogue that followed the presentations, the delegates were emphatic that we continue to focus on human rights and violence against women as our priorities. We were asked to strengthen the collaboration between the CIM, the IACHR, and its Special Rapporteur, Commissioner Marta Altolaquirre.

The delegates also reviewed and extensively discussed the Inter-American Program, which came out of the April Meeting of Ministers and then approved by the OAS General Assembly in June.

There was consensus that this program be used as a practical tool to promote gender equity and equality. The Assembly requested that the Program be promoted and extensively publicized throughout the OAS, the permanent missions, as well as through the foreign ministries.

The last major item that was discussed was the upcoming Summit of the Americas. The drafts of baskets 1 and 3 were reviewed, and the following recommendations were made. The Assembly voiced its very strong support for the integration of a gender perspective into the Summit Declaration and Plan of Action and requested that the CIM transmit its proposals to the Summit Implementation Review Group (SIRG). The delegates stressed that gender equality is crucial in order to strengthen democracy, promote and protect human rights, and achieve prosperity and the full realization of human potential for all.

The delegates recommended:

- that concrete measures be clearly identified in the Summit Plan of Action to eliminate violence against women;
- that the national coordinators implement gender mainstreaming as an effective strategy to promote gender equality; and
- that they identify critical items for the next Summit Plan of Action, such as the human rights of women, including violence against women and the trafficking of women and children, legal equality of women and men, women in power and decision making, women's economic autonomy, and women in poverty.

They asked that we recommend that the national coordinators address the digital gap between men and women in the Americas and inequalities in education, health access, and employment opportunities and suggested that the recommendations be reflected in the political Declaration and the Plan of Action of the Quebec Summit. More specifically, they requested that governments incorporate the gender perspective at all education levels on the basis of the promotion of women's human rights. Basically, they wanted a stronger emphasis on gender equality. The CIM will be transmitting a letter to the SIRG with the recommendations of the Commission.

Formal minutes of this meeting will be distributed shortly to all of the missions. The next meeting of the Executive Committee of the CIM will be held on February 15 and 16, at which time we will officially begin the work of our next biennium.

Thank you very much for your attention.

El PRESIDENTE: Thank you, Ms. Lomellin.

The floor is open to delegations that may wish to comment on this issue. I recognize the distinguished Representative of Brazil.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DEL BRASIL: Obrigado, Senhor Presidente. Permita que eu, antes de mais nada, não siga as regras que o Senhor estabeleceu na sua primeira sessão como Presidente, mas razões sentimentais, laços de família me obrigam a que faça a ter as

boas-vindas a nova Observadora Permanente da França, Embaixadora Sylvie Alvarez, e quero deixar aqui a disposição da nossa delegação, a Delegação brasileira, de com ela cooperar.

Senhor Presidente, eu gostaria de cumprimentar a Secretaria Executiva da CIM, especialmente a sua Titular, Senhora Carmen Lomellin, pelo sucesso da XXX Assembléia de Delegadas, realizada nesta Organização, nos últimos dias 15 e 16. A reunião transcorreu com agilidade e proporcionou às Delegadas Titulares junto à Comissão a oportunidade de intercambiarem experiências e opiniões sobre os importantes temas contidos na agenda do Diálogo de Chefes de Delegação.

A esse respeito, gostaria de assinalar o mérito da CIM em levar adiante o acompanhamento da implementação da Convenção Interamericana para Prevenir, Punir e Erradicar a Violência contra a Mulher, conhecida como Convenção de Belém do Pará, uma iniciativa pioneira de nosso hemisfério e que nos coloca na vanguarda da luta pelos direitos humanos das mulheres. Considero, portanto, da maior importância a reunião que se dará nos dias 7 e 8 de dezembro, em Montevideú, para o acompanhamento da implementação desta Convenção.

Gostaria, igualmente, de parabenizar a CIM pela iniciativa da pesquisa que está sendo realizada, em parceria com o Instituto Internacional de Legislação sobre Direitos Humanos da DePaul University e com o Instituto Interamericano da Criança, sobre o tráfico de mulheres e crianças nas Américas para fins de exploração sexual. Desejo destacar aqui a disposição da Missão Permanente do Brasil de colaborar com a CIM e os pesquisadores, para que haja a maior cooperação possível entre o Governo de meu país e as instituições envolvidas na referida pesquisa, de forma que seus resultados possam ser válidos para a compreensão desse delito internacional, que acomete tantos países, não apenas no nosso hemisfério, mas no mundo todo. É importante que essa cooperação se estabeleça dentro da maior e mais completa transparência

Tendo em vista a aproximação da Terceira Cúpula das Américas e a reunião do Grupo de Revisão da Implementação da Cúpula (GRIC) nos próximos dias 28, 29 e 30 de novembro, aqui em Washington, foi sumamente oportuna a reunião das Delegadas Titulares da CIM, em sua assembléia bienal, uma vez que nossos governos receberam mandato específico, pela AG/RES. 1741 (XXX-O/00), em seu parágrafo resolutivo quarto, de considerarem as recomendações da CIM no processo de preparação da Declaração Política e do Plano de Ação da Terceira Cúpula.

Nesse sentido, o Governo brasileiro, em princípio, compreende a relevância do enfoque transversal da perspectiva de gênero ao Plano de Ação da Terceira Cúpula das Américas, ainda que o Plano de Ação venha a incluir subseção específica, relativa ao tema mulher, na área temática referente a democracia e direitos humanos do mesmo documento, como já o faz na área temática relativa à realização do potencial humano.

Da mesma forma, o Governo brasileiro apóia a promoção do uso de tecnologias de informação e comunicação como um mecanismo para diminuir as desigualdades entre homens e mulheres e fomentar a prosperidade econômica e social, a partir de uma perspectiva de gênero aplicada às políticas de educação nessa área. Este é, aliás, um tema, a chamada "lacuna digital", que o Brasil gostaria de ver examinado em futuras reuniões da CIM, sobretudo no enfoque que combine a questão da igualdade de gênero com a da pobreza.

Finalmente, Senhor Presidente, considero o Programa Interamericano sobre a Promoção dos Direitos Humanos das Mulheres e da Equidade e Igualdade de Gênero como uma ferramenta de grande utilidade, para que se avance na luta pelos direitos humanos das mulheres e para que se inclua uma perspectiva de gênero em todas as instâncias de nossas sociedades. Cabe a nossos governos implementá-lo, em conformidade com o mandato expresso na AG/RES. 1732 (XXX-O/00), e proporcionar à CIM condições propícias para o acompanhamento dos avanços que, oxalá, se darão nessa área, para o bem de toda a população das Américas.

Muito obrigado.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador, for your very relevant words. I recognize the distinguished Representative of the United States.

El REPRESENTANTE ALTERNO DE LOS ESTADOS UNIDOS: Thank you very much, Mr. Chairman. I begin by welcoming the new Permanent Observer of France to this organization. We are delighted that she is here, and we look forward to working with her.

I congratulate Ambassador Kingsley Layne on his election by acclamation as Chairman of the Special Committee on Civil Society Participation in OAS Activities. This is very important work, and we look forward to cooperate closely with him.

Mr. Chairman, I thank the Executive Secretary of the Inter-American Commission of Women (CIM), Carmen Lomellin, for her report, and I also congratulate CIM on the successful conclusion of its Assembly of Delegates. The Delegation of the United States extends its best wishes and congratulations to Guyana and Venezuela on the election of their delegates as President and Vice President of this important organization. We also extend our congratulations to the delegates of Canada, the Dominican Republic, El Salvador, Honduras, and Uruguay for their election as members of the CIM's Executive Committee.

I take this moment to restate the commitment of the United States to the Inter-American Program on Women's Human Rights and Gender Equity and Equality as we move towards the Summit of the Americas. Efforts within this hemisphere to improve the access of women to the political process and to our economies and to ensure that our countries, political institutions, and our economic institutions are inclusive are terribly important to this delegation and to the Government of the United States. We believe that the CIM is doing very, very important work in this area, and we look forward to working closely with it as it advances in this area.

Thank you very much.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador. I give the floor to the distinguished Permanent Representative of Peru.

La REPRESENTANTE PERMANENTE DEL PERÚ: Muchas gracias, señor Presidente.

En primer lugar, deseo unirme a los saludos de bienvenida a la distinguida Embajadora Sylvie Alvarez por su incorporación como Observadora Permanente de Francia en la OEA. Conocemos la hoja de vida de la distinguida Embajadora Alvarez, así como sus altas dotes diplomáticas, y estamos

seguros de que ella hará valiosos aportes al trabajo de nuestra Organización. Bienvenida, señora Embajadora.

Señor Presidente, quisiera ahora agradecer a la Secretaria Ejecutiva de la Comisión Interamericana de Mujeres, Carmen Lomellin, por habernos traído el informe de la Trigésima Asamblea de Delegadas de ese órgano especializado. En el tema de los derechos humanos de la mujer y la equidad e igualdad de género, pueden apreciarse ya los significativos avances que se expresan en un desarrollo en los más diversos niveles, en los órganos, organismos especializados como la CIM y, en general, en toda la Organización. También existen estrategias políticas y programas que buscan, entre otros objetivos, que las mujeres participen en los espacios de poder y dirección en los ámbitos nacional e internacional, de manera que se comience a cerrar la brecha de género, la cual aún es muy vasta, continúa siendo un asunto pendiente y, además, es discriminatoria e injusta.

Señor Presidente, creemos que es fundamental coordinar todos los esfuerzos que se realizan en este campo. Por ello, quisiera referirme de manera particular a la próxima Cumbre de Quebec. Queremos unirnos a los conceptos expresados por el distinguido Embajador del Brasil, sobre el tratamiento transversal de la temática de género en las tres diferentes áreas que serán abordadas en dicha Cumbre, pero también es necesario que exista un tratamiento específico sobre este tema.

Precisamente, en la Trigésima Asamblea de la CIM la Delegación del Perú propuso que en el tema de la educación se incorporen, expresamente, no solo los temas de la educación para la paz y la educación para la democracia, sino además el tema de la educación con perspectiva de género.

Señor Presidente, reitero mi felicitación a la Secretaría Ejecutiva de la CIM, a las nuevas autoridades, a nuestra Presidenta de Guyana y Vicepresidenta de Venezuela, y a los nuevos países integrantes del Comité Ejecutivo. Esperamos que toda esta temática y sus avances sean llevados en pleno a la próxima Cumbre de las Américas.

Gracias, señor Presidente.

El PRESIDENTE: Thank you very much, Ambassador. The distinguished Representative of El Salvador has the floor.

La REPRESENTANTE PERMANENTE DE EL SALVADOR: Gracias, señor Presidente. De igual manera, quisiéramos agradecer la presencia y el informe presentado por la Secretaria Ejecutiva de la CIM, la señora Carmen Lomellin, así como felicitarla a ella y a su equipo por la preparación que hicieron de la Asamblea de la CIM, recientemente celebrada.

Señor Presidente, quisiera destacar algunos aspectos que, a juicio de nuestra Delegación, fueron muy importantes en los debates que se presentaron en dicha reunión. El primero de ellos fue el Programa Interamericano sobre la Promoción de los Derechos Humanos de la Mujer y la Equidad e Igualdad de Género que, como todos sabemos, fue aprobado por la Reunión de Ministras y adoptado por la Asamblea General. Consideramos que el hecho de que la Trigésima Asamblea de Delegadas de la CIM también haya realizado una recolección de insumos y antecedentes es una pauta para que esta Organización sea cada vez más activa, internamente y también en los países miembros, en la promoción de la igualdad y la equidad de género en nuestras sociedades.

En ese contexto, nos pareció muy relevante la ponencia del Embajador Luigi Einaudi, Secretario General Adjunto de nuestra Organización, en donde de una manera sucinta pero sustantiva presentó la situación de la mujer en nuestra Organización. Deseo encomiar y felicitar al Embajador Einaudi por esa ponencia. Para todos nosotros resultaría de sumo interés si esa ponencia del Secretario General Adjunto pudiese ser distribuida a todos los Estados Miembros, precisamente por el contenido que él expresó en esa Asamblea.

Otro aspecto que nos pareció de gran importancia es la actividad que lleva a cabo la señora Marta Altolaguirre, Relatora Especial de la CIDH sobre la Condición de la Mujer en las Américas. Sería importante que esa relatoría tuviese apoyo y estuviera coordinada con la CIM y con las directrices destacadas por el Programa Interamericano anteriormente mencionado, pero desde una perspectiva de derechos humanos.

Por último, nuestra felicitación para Guyana y Venezuela por su elección para la conducción de la CIM, como Presidenta y Vicepresidenta, respectivamente. Asimismo, reciban nuestras felicitaciones todos los países que fueron elegidos para el próximo período. Agradecemos también el apoyo que mereció la candidatura de El Salvador para participar en ese Comité en los próximos dos años. Estamos muy comprometidos con este tema y como delegación esperamos hacer aportes positivos, constructivos y sustantivos en los próximos dos años.

Muchísimas gracias, señor Presidente.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador. The distinguished Representative of Belize has the floor.

La REPRESENTANTE PERMANENTE DE BELICE: Thank you, Mr. Chairman.

My delegation joins those who have already extended a warm welcome to Ambassador Sylvie Alvarez, and I add my own personal and perhaps chauvinistic welcome.

Mr. Chairman, we commend the CIM, especially its Executive Secretary and all those involved, for the broad scope, the thoroughness, and the clarity of the Assembly held last week. It is, indeed, a mark of distinction that so much was done in so little time. We congratulate you on all that you were able to do. We also want to point out that you were able to finish ahead of time, thus displaying the virtue of brevity that I know is so dear to the hearts of many of us, including our Chairman.

I think that it is extremely important that we put the recommendations that have come out the CIM Assembly into the Summit process. You can be assured, Madam Executive Secretary, of the support of my delegation and my country to make the recommendations a reality.

Thank you.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador. I give the floor to the distinguished Representative of Guyana.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE GUYANA: Thank you, Mr. Chairman.

I take this opportunity, on behalf on the Delegation of Guyana, to express my sincere thanks to all delegations for unanimously electing the Principal Delegate of Guyana, Mrs. Indranie Chandrapal, the new President of the Inter-American Commission of Women (CIM). I am also extremely pleased to see the composition of the new Committee, particularly the presence of the Vice President, the Representative of Venezuela. I say this because I personally know of the attributes of all of these women who now form the Executive Committee of CIM, and I am sure that with their collected talents, we will see a tremendous boost in the work of the Inter-American Commission of Women in the next two years.

I listened very attentively to the report presented by the Executive Secretary of the CIM this morning. Despite the fact that this is the first CIM Executive Committee Meeting that I have missed for a very long time, I was very happy to hear that tremendous successes took place during that meeting.

As I mentioned earlier, Mr. Chairman, the women represented in the Executive Committee are very talented, and they represent this hemisphere very effectively. We note that they made some very strong representations as to what should be included in the next Summit of the Americas. This is very important, because we tend to forget that women make up the majority of the population of this hemisphere—and of the world, for that matter. They need to play a greater role in putting their ideas on the hemispheric stage, and the CIM, particularly its new Executive Committee, will assist in that process in the next two years and in the years to come.

Thank you, Mr. Chairman.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador. There being no further remarks, the Chair suggest the following:

- that with the kind agreement of Ambassador Einaudi, we circulate his remarks, as requested by the distinguished Permanent Representative of El Salvador;
- that we take note of the verbal report given to us by the Executive Secretary of the CIM; and
- that we congratulate her on a very fine Assembly of Delegates, to which I add my own personal congratulations.

Thank you.

TEMAS RELATIVOS A LA REDUCCIÓN DE LOS DESASTRES NATURALES

El PRESIDENTE: We move on to item 5, “Topics Related to Natural Disaster Reduction.” At the Permanent Council meeting on May 24, just days before the thirtieth regular session of the General Assembly, the General Secretariat presented the report of the Inter-American Committee on Natural Disaster Reduction (IACNDR), in compliance with resolution AG/RES. 1682 (XXIX-O/99),

“OAS Natural Disaster Reduction and Response Mechanism.” At that time, the Permanent Council took note of said report.

In my opening remarks to the Council on October 11 when I assumed the chairmanship of this body, I indicated that it would be opportune during this quarter to review the progress that has been made with the IACNDR and our associated efforts to both improve our coordination and to reduce our vulnerability to natural disasters. The Chair believes that it is time for the Council to address issues related to natural disaster reduction, as we are in the hurricane high season. Of course, many other natural disasters can strike without warning.

The Secretary General has written to me in my capacity as Chair of the Council, suggesting that the Council consider in some detail the recommendations that have been advanced by the Committee through this report. This will assist the Committee in advancing the mandate entrusted to it.

At this point, I would also like to inform the Council that representatives of the Director of the Pan American Health Organization (PAHO), of the President of the Inter-American Development Bank (IDB), of the Organization of American States (OAS), and of the Inter-American Institute for Cooperation in Agriculture (IICA)—all members of the IACNDR—are here with us today and will help us address this issue.

Having said this, I give the floor to the Assistant Secretary General, Ambassador Luigi Einaudi.

El SECRETARIO GENERAL ADJUNTO: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Inter-American Committee on Natural Disaster Reduction (IACNDR) was created in response to the disastrous wave of floods and hurricanes that affected the Hemisphere, particularly the countries of the Caribbean basin. In so doing, they caused great damage and revealed the lack of a coherent, systemic response strategy.

The Committee consists of the following individuals:

- The Secretary General and the Assistant Secretary General of the OAS, along with the Chairman of the Permanent Council;
- the President of the Inter-American Development Bank (IDB);
- the Director of the Pan American Health Organization (PAHO);
- the Director-General of the Inter-American Institute for Cooperation in Agriculture (IICA);
- the Secretary General of the Pan American Institute of Geography and History (PAIGH); and

- the Executive Secretary of the Inter-American Council for Integral Development (CIDI).

As a reference document for this item, you have the report of the Committee, document CP/doc.3324/00, which is a collaborative effort of the various inter-American agencies.

However, though presented to this Council on May 24, as noted by the Chairman, it has not yet been fully considered by the Council. To aid in that process and to take advantage of the opportunity to decide the next steps that we should seek in the system, we have the great pleasure of having with us members of the inter-American system and its agencies who were extremely active in the preparation of the report.

Three working groups were put together: the first on disaster preparedness and response, the second on the financing of disaster reduction, and the third on vulnerability assessments and indexing. The Chair of the first group was Mr. Jorge Luis Pérez of PAHO, a medical doctor who specializes in health and disaster prevention. The Chair of the second group is Mr. Kari Keipi of the IDB, a Ph.D. environmentalist who focuses on financial aspects of disaster reduction. The Chairman of the third group is Mr. Stephen Bender of the OAS, an architect with expertise in environmental management. As the Chairman has indicated, all three are with us this morning and will report very briefly on the primary conclusions and recommendations of their working groups. We also have with us Mr. Guillermo Grajales of IICA, who participated in many of the working groups, in case members of the Council have questions.

Mr. Chairman, I return the meeting to you, sir.

El PRESIDENTE: Thank you very much, Ambassador Einaudi, for that overview, which will situate us very nicely for our discussion.

I give the floor now to Mr. Jorge Luis Pérez, representative of the Pan American Health Organization.

El REPRESENTANTE DE LA ORGANIZACIÓN PANAMERICANA DE LA SALUD: Thank you very much.

Mr. Chairman, ambassadors, the Pan American Health Organization (PAHO) was instructed by its Secretary General to coordinate this preparedness response working group. These are the recommendations of the working group in order to improve the inter-American system's response to natural disasters and strengthen and complement the local response capacity to all types of disasters in Latin America and the Caribbean, with full participation by civil society and the private and public sectors:

- to document current and successful former mutual assistance agreements and policies;
- to encourage further mutual assistance agreements in cooperation with or through the subregional mechanisms and institutions, such as the Caribbean Disaster Emergency Response Agency (CDERA) and the Coordination Center for the Prevention of Natural Disasters in Central America (CEPREDENAC);

- to assure that effective mutual assistance agreements include a strong component on preparedness, joint planning and training;
- to seek formal endorsement of the internationally recognized World Health Organization (WHO) guidelines on donations of medicines and health equipment;
- to discuss transparency and good governance in the management of donations;
- to consider endorsing the need for an integrated management approach, such as provided by the Humanitarian Supply Management System (SUMA), to promote transparency and accountability in humanitarian assistance;
- to support the planning and launching of an inter-American public mass education campaign on appropriate humanitarian assistance and donations, which would be an opportunity to seek consensus between governments and the nongovernmental organizations (NGO) community;
- to reaffirm the advisability of strengthening activities under the White Helmets Initiative, in case they are asked to assist other countries affected by natural disasters; and
- to support the training and briefing of the permanent missions to the OAS and of the ministers of foreign affairs on prevention, mitigation, response, and disaster coordination, so that they can play a more proactive role.

Thank you very much, Mr. Chairman.

El PRESIDENTE: Thank you very much, Dr. Pérez. I now give the floor to Dr. Kari Keipi, representative of the Inter-American Development Bank.

El REPRESENTANTE DEL BANCO INTERAMERICANO DE DESARROLLO: Thank you, Mr. Chairman.

Natural disasters cause disruptions to sustainable development, and the objective is to avoid shocks to growth, to the competitiveness of countries, and to the actions that countries have taken to reduce poverty. Another goal is to lower indebtedness. However, the emphasis in reconstruction activities is on loans. The IDB alone has funded \$1.5 billion in loans to the countries in the last years.

In order to create balance and prevent disasters, the IDB has produced a document on action plans, which was presented by the President of the IDB at the annual meeting in the presence of three heads of state.

When talking about financing, we should consider all the elements related to disasters, both before and after the event. The big word here is risk management, which is related to actions taken before a disaster strikes. We are dealing with human and monetary losses, and the goal is to reduce the vulnerability of people to disasters and government exposure to loss.

The financing strategy recommended by the working group has five points. The first is to consider prevention as an investment, not as a cost. It might good to invest \$20 million in prevention in order to avoid losses of \$500 million. The second is to transfer the risk to the private sector. The third is to mobilize resources from various existing sources, the fourth is to diversify the sources of funding and to coordinate, as was mentioned before, the different sources, and the fifth is to develop new instruments.

Finally, in all these phases, the protection of the poor and marginalized groups must be considered in order to reduce their vulnerability, establish solidarity and group instruments in the communities, and aid the recovery of the poor after a disaster strikes.

So, how do we transfer this to the private sector? This can be done through insurance. There, the task is to remove obstacles to market development. Legal restrictions could be removed, and property titling could help in this process. Other areas include building codes, increased information on risks, and tax incentives. The government is not going to bail out the private sector, which must assume its responsibility.

We can mobilize resources through the existing banking system. The banks could establish something like what has been taking place in Brazil. The *Protocolo Verde* concerning environmental financing established voluntary criteria in order to avoid investments in high-risk areas and the vicious circle of construction-reconstruction. Also, there are a variety of development funds, social investment funds, municipal funds, and environmental funds. These are some sources that we can diversify already.

Another method is to develop new instruments, such as specialized funds, prevention funds, and calamity funds, as has been done in Colombia and Mexico, for example. The establishment of innovative instruments could incorporate catastrophic bonds, weather derivatives, and guarantees. Studies are in progress as to how to apply these types of instruments in the future in Latin America as they are being carried out in some other countries.

To summarize, the idea is to pursue different elements to suit the needs of each country, and this might vary to some extent. The key points, however, are to consider prevention as an investment, to transfer risk to the private sector, to mobilize resources from various existing sources, to develop new instruments, and to protect the poor. The IDB, the World Bank, and the subregional development banks and other institutions are ready to support the countries to this effect.

Thank you.

El PRESIDENTE: Thank you very much, Dr. Keipi, for your useful contribution to this meeting.

I now give the floor to Mr. Stephen Bender of the Unit for Sustainable Development and the Environment (USDE) of the OAS.

El REPRESENTANTE DE LA ORGANIZACIÓN DE LOS ESTADOS AMERICANOS: Thank you very much, Mr. Chairman. This brief statement will cover the ongoing activities and summarize the content of the report of the Working Group on Vulnerability Assessments and

Indexing. As you might expect, this group is very closely related to the two other working groups. Understanding the vulnerability of our populations and our economic and social infrastructure is critical to better preparing and responding to the impact of events. It also helps us to use development mechanisms to lessen the vulnerability of those populations and the economic and social infrastructure. Vulnerability assessments and indexing are an increasing part of how we will prepare to use the risk management mechanisms that have been mentioned, as well as more coordinated humanitarian assistance.

Vulnerability assessment and indexing mechanisms vary by intent, purpose, structure, content, and impact. For example, the several dozen vulnerability assessment and/or indexing processes under way range from the emerging process by the United Nations Development Programme (UNDP) to create a world vulnerability index and an annual world vulnerability report, using the country as a unit of measure, to private insurance companies evaluating the vulnerability of a specific type of building, such as a commercial building, to a specific type of event, such as a Class Four hurricane, and deciding whether an insurance policy would be made available.

So we have a very broad range of vulnerability assessment and indexing mechanisms under way. They will increasingly shape the structure and content of international humanitarian and reconstruction assistance in increasingly interrelated but competitive societies with global economies and regional markets.

During this calendar year, we have noted that the presidents of the Inter-American Development Bank (IDB) and the World Bank have reiterated the statement that came out of technical meetings prior to this year: Disaster reduction is a development issue. Vulnerability assessments and indexing are a development issue. Action by OAS member states is essential to set priorities, take the initiative in assessing the vulnerability of publicly owned and operated social and economic infrastructure, and work with the private sector on overall vulnerability reduction through development.

The OAS General Secretariat will continue to support the Inter-American Committee on Natural Disaster Reduction (IACNDR) and the activities of the member states in reducing the need for member states to declare a disaster, which is a need for foreign assistance, by supporting vulnerability assessments and formulation of policies, programs, and projects that reduce the vulnerability of economic and social infrastructure.

To support these efforts, the working group's report focuses on and suggests action by the Permanent Council. Two examples are:

- giving priority to reducing vulnerability and loss of life in schools and health facilities when allocating national investments and international assistance, and
- applying vulnerability assessments and indexing as a necessary step for incorporating disaster reduction in the use of social investment funds.

We look forward to working with the committees created by the Permanent Council to further examine this rather detailed subject and to propose a variety of actions that can be taken by the member states.

Thank you, Mr. Chairman.

El PRESIDENTE: Thank you very much, Mr. Bender, for your useful presentation.

I am going to open the floor for discussion, but first, I give the floor to our distinguished colleague from Antigua and Barbuda. He is first anyway, and as we say in Spanish, has very much been the intellectual author of this particular subject and the way it has been treated in the Organization. Ambassador Hurst, you have the floor.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE ANTIGUA Y BARBUDA: Thank you very much, Mr. Chairman. I want to thank you most kindly for placing this item on today's order of business. I thank you also for inviting the representatives of the inter-American agencies and entities—Mr. Pérez from PAHO, Mr. Keipi from the IDB, and Mr. Bender from the OAS Secretariat—who shared their views with us this morning. I will make some remarks later on the report that was submitted in May.

I want to go back to the central problem. My small, vulnerable island state has an abiding interest in the subject. Since 1995, Mr. Chairman, Antigua and Barbuda has been battered by five major hurricanes, which have inflicted material and related damage estimated at about \$1 billion. This has primarily affected our tourism-driven, mono-crop economy. Our tourist visitor figures have not yet returned to the 1994 level, despite the fact that we spent millions of dollars in upgrading the plant and invested significantly large amounts in public relations and promotion.

We have lost a measurable chunk of our summer traffic as well. The European and North American tour operators and travel industry officials are fearful that disruptive hurricanes will force their clients, at great inconvenience and cost, to cancel weddings, conventions, and other group gatherings scheduled for June through October each year. This past summer we closed our airport and seaport but once to a threatening hurricane, but thirteen hurricanes disrupted tourist flows and spread further uncertainty and anxiety in the summer market.

Mr. Chairman, I speak in economic terms, because that is palpable to the Antigua and Barbuda audience. My delegation need hardly repeat that we deem these hurricanes and the global climate change that they portend to be a threat to our security. They threaten our very survival as a state.

The economic impact notwithstanding, the harm that these storms inflict on our small state's viability cannot be overstated. Our electricity and telephone delivery systems are always severely impacted during a hurricane. Our communications network is usually disabled. Our airport and our seaport are closed to traffic, cutting us off from the rest of the world. Our health care and education infrastructure are customarily strained to the breaking point after the passage of these storms and hurricanes. And our neighbors must be relied upon to provide recovery assistance, since the state itself is weakened or disabled, incapable of providing sustenance for its own citizens through its own institutions and on the basis of self-reliance.

I was a witness to hurricane Mitch in Honduras, in October 1998, and I dare say that hurricane Mitch severely disabled Honduras and put its security at risk.

Size, Mr. Chairman, is in our view the determining characteristic in appreciating the degree of security harm that a hurricane inflicts. Small states differ from large states in their security threat perceptions. Let us take Mexico or the United States, two large states also affected by hurricanes. Though Tabasco or South Carolina may suffer tremendous harm from a hurricane, in Mexico or the United States, the state as an entity remains functional and self-reliant during or following a hurricane, because only a small fraction of the country's geographic space is adversely affected.

When a hurricane batters Antigua and Barbuda, 100 percent of Antigua and Barbuda's geographic space is affected, all at the same time, and depending on the severity, we may or may not recover. Thus far, we have struggled back to near normalcy, but we are terribly fearful, Mr. Chairman, that the destruction could be so far-reaching that Antigua and Barbuda may join the roster of failed states. These predictable natural phenomena, aggravated by anthropomorphic or man-induced behavior, force our policy makers to see the challenge in security terms and to seek to address that challenge accordingly.

When I read the report of May 24—I am referring to document CP/doc.3324/00—we found that many of the ideas were not so new, certainly not to Antigua and Barbuda. Our Prime Minister, for example, has proposed the creation of a pre- and post-disaster fund, established primarily by the World Bank and other international financial institutions, with the objective of playing the same role that the Federal Emergency Management Agency (FEMA) plays in the United States. In that way, we can have a source of funds on which to rely following one of these storms. We understood the necessity to build effectively in advance in order to lessen the harm that the storm would inflict upon our country, but the report does not make mention of this new idea by Prime Minister Lester Bird.

The six smallest states seated at this table have also made an attempt to become members of the IDB. We believe that we would have greater access to resources in the IDB if we sat at the table; yet the report does not make reference to our ambition to become members of the IDB. We believe that that is very important.

I am thankful that Mr. Bender made mention of the vulnerability index being developed by the United Nations Development Programme (UNDP). The index was developed by the University of the West Indies and the University of Malta, in an attempt to create an alternative to the GNP per capita device, which works great uncertainty and, in fact, does great harm to a very small country like my own.

We are going to make some additional remarks about the report when it comes to the appropriate forum, Mr. Chairman, but we thought that this morning, having this audience, we should at least touch on these matters that we consider to be of prime importance. But, given the security challenge that we see facing us as a result of these natural phenomena, my delegation would wish to propose that this item be sent to the Committee on Hemispheric Security (CSH), where a working group can be established to complete the work so ably begun by my colleague from Jamaica. It will come at no surprise to you, Mr. Chairman, that my delegation will subsequently seek, with the support of member states, to be named the Chair of that working group.

I want to thank you once more for allowing me this opportunity to make this formal proposal and to share my delegation's views with the Permanent Council this morning. Thank you very much, sir.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador Hurst, for your intervention on this very important subject.

Several member states have indicated a desire to speak. I would like you bear in mind that Ambassador Hurst, our distinguished colleague from Antigua and Barbuda, has made a proposal. Perhaps in your remarks you can indicate your disposition towards that proposal.

I give the floor to the distinguished Representative of Ecuador.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DEL ECUADOR: Gracias, señor Presidente.

Por ser esta mi primera intervención en esta sesión, permítame usted, señor Presidente, presentar mi saludo y el de mi Delegación a la distinguida Embajadora Alvarez, Observadora Permanente de Francia. De la misma forma, deseo expresar la complacencia de nuestra Delegación por el exitoso desarrollo de la Asamblea de la CIM, la acertada designación de sus autoridades y, asimismo, el afortunado inicio de las actividades de la Comisión sobre la Participación de la Sociedad Civil en las Actividades de la OEA, bajo la presidencia del distinguido Embajador de San Vicente y las Granadinas.

En relación con el tema que estamos tratando, señor Presidente, tal vez la denominación de la resolución de la Asamblea General no fue la más acertada, porque si bien se está demostrando, por supuesto todavía de una manera relativa, la capacidad de la OEA en la reducción de los desastres políticos, no veo cómo esta Organización puede reducir los desastres naturales.

Infortunadamente, en nuestro hemisferio los desastres naturales no podrán reducirse, sino que en alguna medida podrán prevenirse y aminorarse sus efectos. Nuestro hemisferio tiene una vulcanología activa y una situación tectónica inestable. Aquí cuando las fuerzas de la naturaleza se desatan, como ocurre sobre todo en el Caribe, producen verdaderas catástrofes y sus efectos guardan una relación inversa con el tamaño y la capacidad de los países en donde ellas se producen, tal como acaba de mencionarlo el distinguido Embajador de Antigua y Barbuda, con una preocupación sobre este tema que realmente felicito. Esto significa que mientras más pequeño es el país en que ocurren los desastres naturales, más devastadores son sus efectos.

Señor Presidente y señores Representantes Permanentes, este ha sido el caso de mi país, por ejemplo, el cual fue azotado durante dos años seguidos por los efectos del fenómeno de El Niño. Ello significó la destrucción de su zona agrícola y económica más importante; así como la devastación de un trabajo de décadas, con un efecto del tipo cascada sobre los sistemas financiero y político, porque como dice el sabio refrán inglés: “*A hungry man is an angry man*”. Al concurrir este *angry man* a los procesos electorales, sus decisiones no son las más acertadas, así como tampoco lo son durante el desarrollo de su relación y vida social.

Por esto, señor Presidente, mi Delegación considera que este es el tema central para la OEA. No quiero disminuir la importancia de todo lo demás, de lo cual nos ocupamos. Pero este, que afecta de manera tan negativa a muchos de los pequeños países, debería tener una importancia primordial.

Es por ello que quisiera agradecer al señor Secretario General Adjunto el interés que ha tomado por manejar la coordinación de este equipo de trabajo y por los informes que acabamos de

recibir. Desearía ofrecer, por supuesto, nada más que el apoyo moral de mi Delegación para que esta actividad ocupe el primer lugar que debe tener en la agenda de la OEA.

Muchas gracias, señor Presidente.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador Peñaherrera. I recognize the distinguished Representative of Guyana.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE GUYANA: Thank you, Mr. Chairman.

I have been looking through the resolution that relates to the topic under discussion, and I do agree, as the resolution states, that great emphasis must be placed on the financial aspects of things as they are. But, Mr. Chairman, in discussing this topic related to natural disasters, we always have to revert to the root causes.

I agree with my distinguished colleague from Ecuador that we have not yet developed the technology, or the knowledge for that matter, to prevent natural disasters or even to reduce them, but we have the capacity to do some sort of mitigation work to reduce the effects of these disasters on our people.

The resolution at hand, Mr. Chairman, specifies the problems of hurricanes. But as we know, natural disasters in this hemisphere, and in the world for that matter, encompass other factors, other forms of disasters caused by other problems. We have volcanoes, earthquakes, the problems of rising sea levels, and, of course, the ever-present hurricanes. Then there are floods and droughts caused by the ever-changing patterns in the weather systems.

Some of the countries in our hemisphere have suffered tremendously over the years. We do not need to seek out examples. But, Mr. Chairman, I preface my remarks by pointing to the fact that we have to examine the root causes of all of these problems. Of course, there is no need to go into the study of geomorphology to learn the causes of volcanoes and earthquakes, but most of the disasters in our hemisphere are related to the ever-changing weather phenomena.

Ambassador Hurst, who spoke earlier, is on record in this organization for speaking very profoundly on global warming. Over the years, he has always highlighted the problems of the melting ice sheets on the continent of Antarctica. There were times when he took the floor, both in this Permanent Council and even at the General Assembly, to point us towards that problem.

Mr. Chairman, only a few days ago, a report was published widely in a number of scientific journals and even in the popular media to show that the ice sheets around the North Pole are melting rapidly. Projections showed on maps indicate that in about fifty years, that ice sheet would diminish substantially. This diminishing of these ice sheets means that the water levels in our oceans are going to rise.

Many of the countries in this hemisphere have low coastal belts. The islands of the Caribbean around the northern coast of South America, including my own country, the Central American area, and even parts of the United States, will eventually be affected tremendously by this rising sea level.

My country has a coastal belt below sea level, as does Suriname, and hundreds of miles of coastline have to be protected by sea walls, which are very costly to maintain. The sea walls are being battered tremendously by the rising sea level and the rising tides. In many cases, we have had severe breaches of these sea walls, and millions of dollars, in many cases not budgeted for in our national budgets, have to be expended in doing repair work.

Of course, all of this affects the general economic condition of our country. The whole country suffers in the long run when we have to divert funds from national development and the development of agriculture and industry in order to maintain the sea walls to protect against natural disasters.

Mr. Chairman, I mentioned earlier the problem of volcanoes. We do not seem to place much emphasis on volcanoes because they do not occur all the time. But one is erupting right now in the northern Caribbean, on the island of Montserrat. It has displaced a great proportion of the population of that island country and has put tremendous pressure on the neighboring sister country of Antigua and Barbuda. People who have been displaced have moved and they have lost their livelihood.

In the southern Caribbean, just off Grenada, there is an underwater volcano. I think it is called "Kick-'em-Jenny" or something like that, and it is going to give a severe kick when eventually it erupts. Scientists and geologists tell us that this is going to happen. We do not know how long down the road it will happen, but when does, a great catastrophe can occur with the tidal wave that will wash across the Caribbean and the northern coast of South America.

So these disasters are there. Our colleague from Ecuador said that we cannot prevent them nor reduce them, so we have to plan ahead and take steps to mitigate them so that when they occur, our populations will not be in their path.

We have to think seriously about environmental and engineering management. I think the representative of the IDB did mention something about it. If we do not have proper environmental and engineering management, our current population areas will continue to damage the environment. An example is the removal of trees and so on from sloped lands. We also will not have proper building techniques, and this is where the engineering comes into play. And so when a natural disaster takes place, let's say a hurricane or heavy rainfall, severe problems will occur in those areas.

Around this time last year, our sister state of Venezuela felt the effects of heavy rainfall. Many people did not know that rain could fall so heavily and in such quantities, but it happened, and areas of sloped lands and mountain sides just washed away. In washing away, they washed away the lives of hundreds and thousands of people.

We have to look ahead and begin to plan. We can build new settlements in areas that we believe would be far from the areas that would be affected by floods and hurricanes.

Of course, all of these things come about with great cost, so it is important that this resolution address the question of financing; however, we're just at a small stage. All of our countries will also have to rethink our priorities in dealing with natural disasters.

But, Mr. Chairman, we also have to relate this issue to the problems of poverty in our hemisphere. When countries are poor and cannot generate the resources, and when they have high volumes of debt, these factors affect their economic development and their planning to mitigate against these disasters.

So, Mr. Chairman, I want to take this opportunity to support this resolution. At the same time, as representatives of our countries at this high forum, we should think seriously about influencing our policy makers to begin, if they have not yet done so, to think seriously about putting into place proper engineering and environmental planning to mitigate against future natural disasters.

Thank you.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador Ishmael. I give the floor to the distinguished Representative of Grenada.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE GRENADA: Thank you, Mr. Chairman. I arrived late today, but I take this opportunity to welcome the new distinguished Permanent Observer of France.

Mr. Chairman, sometimes you can tell when we have lost interest in a subject by the way we participate. I thank the representatives from the Inter-American Development Bank (IDB), the Pan American Health Organization (PAHO), and the OAS for their very forward-looking report.

It is said that passion persuades. The passion with which Ambassador Hurst cautions this Council time after time about impending doom if we are not careful about the use of our environment has led me to pay careful attention to reports on environmental changes. These changes affect not only small island states like Grenada, but our planet.

I join Ambassador Hurst today in his call for a more vigilant and conscious effort in the use of our environment aimed at the reduction of the incidences of natural disasters induced by humans. My delegation supports his proposal for the creation of a working group that will further enhance the leadership of the OAS in disaster management in our hemisphere.

Mr. Chairman, disaster reduction in our development process today in Grenada is aimed at strengthening our capacity to withstand and to recover from natural and man-made disasters. It has become a major challenge, based on the cost of infrastructure financing, at a time when there are so many competing interests. We can talk about the health care sector, AIDS, and a number of other new issues that challenge our scarce resources. Therefore, the strengthening our capacity to prevent, as much as possible, the impact of natural and man-made disaster on our small, vulnerable islands is a very critical issue. My delegation offers its fullest support to the work of the new working group.

Thank you, Mr. Chairman.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador Antoine. The distinguished Representative of Honduras has the floor.

La REPRESENTANTE PERMANENTE DE HONDURAS: Gracias, señor Presidente.

En primer lugar, deseo sumarme a las expresiones de bienvenida a la nueva Embajadora Sylvie Alvarez, Observadora Permanente de Francia. Reconocemos a su país como un Observador Permanente que muestra particular interés en nuestra Organización y, por ende, en nuestro hemisferio. Embajadora Alvarez, sea usted bienvenida. Cuente, desde ya, con la colaboración y la amistad de la Delegación de Honduras.

Felicitamos asimismo al Embajador Kingsley Layne, Representante Permanente de San Vicente y las Granadinas, por su tan merecida elección como Presidente de la Comisión sobre la Participación de la Sociedad Civil en las Actividades de la OEA.

Señor Presidente, permítame en este momento agradecer muy efusivamente el informe del Comité Interamericano para la Reducción de los Desastres Naturales. Nuestro país vivió la tragedia de ser azotado por el devastador huracán Mitch hace poco más de dos años. Luego de vivir esta experiencia le concedemos la mayor importancia a este Comité, que ha trabajado intensamente en la creación de mecanismos de prevención, mitigación y reacción ante los desastres naturales.

Agradecemos la labor que hasta ahora se ha llevado a cabo en la región centroamericana, y en particular en Honduras, cuya vulnerabilidad se ha incrementado ostensiblemente como consecuencia de las secuelas dejadas por el paso del huracán Mitch. Indudablemente, la preparación para enfrentar los desastres naturales, que van aumentando de forma alarmante, determinará que la vulnerabilidad sea menor y que la recuperación ocurra de la manera más rápida y completa posible.

Reiteramos todo nuestro apoyo a las iniciativas y actividades que este Comité Interamericano tenga a bien llevar a cabo. Gracias, señor Presidente.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador Núñez. I recognize the distinguished Representative of Jamaica.

La REPRESENTANTE ALTERNA DE JAMAICA: Thank you very much, Mr. Chairman.

My delegation thanks the Inter-American Committee on Natural Disaster Reduction (IACNDR) for the presentation of this very comprehensive report, which shows the extensive work the IACNDR has undertaken since its establishment at the twenty-ninth regular session of the General Assembly in Guatemala. As was earlier indicated, the report was presented prior to the General Assembly in Windsor, but there was not an opportunity to consider and discuss its contents.

We know that the Committee has established three working groups, each chaired by the IDB, PAHO, and the OAS, as a mechanism to facilitate dialogue on issues relating to preparedness, financing, and vulnerability reduction. We thank the representatives of PAHO, the IDB, and the Unit for Sustainable Development and the Environment (USDE) for their presentations on the work of the working groups thus far.

Mr. Chairman, the report contains a number of recommendations and points of action that the Committee has put forward in keeping with General Assembly resolution AG/RES. 1682 (XXIX-O/99). My delegation wishes to make a few comments on some of these recommendations and points of action.

First, we underscore the Committee's recommendation on advancing collaboration among the entities involved in organized mutual assistance. This could be done by documenting current and successful mutual assistance formal agreements and policies and by ensuring that these agreements have a strong component of preparedness, joint planning, and training. This, we believe, will strengthen efforts at the regional level, such as those of the Caribbean Disaster Emergency Response Agency (CDERA).

A timely and innovative recommendation by the Committee is that of increasing the use of market-based mechanisms to share risks and reduce the burden on governments in terms of rehabilitation and reconstruction costs resulting from natural disasters. This recommendation clearly takes into account the trend toward greater collaboration between government and the private sector, as well other stakeholders.

However, we share the Committee's view that a market-based mechanism may be insufficient to fund the needs of economically marginalized populations in our countries. We therefore strongly support the recommendation that the General Assembly consider declaring the need to take steps to establish special reconstruction assistance and to reduce the vulnerability of the poor to natural disasters.

Another important issue that the report has addressed relates to the counterproductive nature of uncoordinated and inappropriate in-kind donations in emergency situations. In this regard, a timely recommendation is that regional stockpiling of emergency donations of used, donated, or recycled equipment and supplies be discouraged. In-kind donations that may be valuable to development activities should conform to existing guidelines on donations, which should be recognized and endorsed by the region.

With respect to financing mechanisms, the report contains a number of very innovative recommendations, as well as recommendations that build on existing efforts. Page 30 of the report lists a number of topics that the Working Group intends to continue to discuss. The Working Group further indicated that amplified dialogue on the themes listed would take place through an event to be held during the fourth quarter of 2000. If the representative of the IDB is still here, my delegation would wish to ascertain whether this proposed event has in fact taken place and what the outcome was.

Finally, Mr. Chairman, we express our support for the proposal to establish a working group within the Committee on Hemispheric Security (CSH) to finalize the statutes of the IACNDR, as mandated by resolution AG/RES. 1682.

Thank you.

El PRESIDENTE: Thank your for your comments; I am particularly grateful for their precise nature. After representatives have all commented, I will call upon our experts here to respond to your question and to any others than may come forward. I thank you for that.

Le Représentant intérimaire d'Haïti a la parole.

El REPRESENTANTE INTERINO DE HAITÍ: Merci, Monsieur le Président. A l'instar des délégations qui m'ont précédé, je voudrais souhaiter une chaleureuse bienvenue à Madame Sylvie Alvarez, le nouvel Ambassadeur de la France, pays observateur près l'OEA. Comme vous le savez, la République d'Haïti et la France entretiennent des relations particulières. Ce sont des relations historiques qui couvrent tous les champs de la coopération, qu'il s'agisse de la politique, de la culture ou de l'économie. C'est avec beaucoup de plaisir que nous maintiendrons et renforcerons cette bonne tradition d'amitié entre la République d'Haïti et la France.

Monsieur le Président, nous sommes en train de discuter d'un thème de la plus haute importance. Ici, je rejoins le distingué Représentant de l'Equateur pour dire que le thème de la réduction des catastrophes naturelles constitue un thème central pour l'OEA. Je voudrais exprimer la satisfaction de la Délégation d'Haïti pour le rapport qui a été soumis par la Commission interaméricaine pour la réduction des catastrophes naturelles et coordonné par l'Ambassadeur Einaudi. Nous avons apprécié les différents intervenants qui nous ont fait part des résultats des trois groupes de travail.

Monsieur le Président, Haïti comme les autres pays de la Caraïbe est exposé aux catastrophes naturelles, en particulier aux ouragans. Point n'est besoin de rappeler ici les ravages que le cyclone Georges a causé en Haïti et jusqu'à présent, notre pays est en train de se remettre de ses ravages.

Il est de la plus haute importance que des mécanismes de réduction soient mis en place pour que la population souffre de moins en moins de l'impact de ces catastrophes naturelles et pour que des moyens soient mis en branle également pour venir en aide à ceux qui souffrent de ces catastrophes.

La Délégation d'Haïti voudrait appuyer la proposition faite par l'Ambassadeur Hurst concernant la création d'un groupe de travail au niveau de la Commission de sécurité hémisphérique. L'Ambassadeur Hurst a une vaste expérience en ce qui concerne le thème de la réduction des catastrophes naturelles. Je me rappelle, avec beaucoup de plaisir, l'enthousiasme qu'il a montré dans la préparation et l'organisation de la Réunion sur les préoccupations spéciales des petits Etats insulaires en développement qui s'est tenue à El Salvador. Je crois que les résultats ont été très utiles. Nous appuyons donc la proposition de l'Ambassadeur Hurst et nous souhaitons que ce groupe de travail fasse un travail très précieux pour la prévention et la réduction de l'impact des catastrophes naturelles, non seulement dans la Caraïbe mais dans tout le Continent. Merci, Monsieur le Président.

El PRESIDENTE: Merci beaucoup. The distinguished Representative of Belize has the floor.

La REPRESENTANTE PERMANENTE DE BELICE: Thank you, Mr. Chairman.

In my first address to this body, I informed the Council of the extent of the damage caused in Belize by hurricane Keith during the week of October 1, 2000. We are still working very hard to access funds for reconstruction efforts. The people of Belize are getting on with their lives, trying to put behind them the economic, social, and psychological damage of seeing years of hard work blown to bits by that force of nature.

Mr. Chairman, indeed, like the entire Continent, we are intimately familiar with the effect that natural disasters have had and can have on our countries. We know how it feels to see an economy devastated and homes, businesses, industries, schools, hospitals, and bridges laid flat. We know how it feels to try to rebuild after the spotlight of international media has found other news to highlight, knowing full well that it could happen all over again.

My delegation therefore offers its full support to the creation of a new working group, under the umbrella of the Committee on Hemispheric Security (CSH), to look at issues related to natural disaster reduction and the offer of Ambassador Lionel Hurst to chair such a group. We would also like to support the remarks made by our colleague from Ecuador.

Belize also supports, Mr. Chairman, the proposal that this item be included for discussion in the hemispheric security agenda. The inclusion is both logical and necessary. Indeed, at the special meeting of the CSH on November 14 and 15, it was recognized that natural disasters fall into the category of serious threats to the security of the inter-American region.

Mr. Chairman, every single member state represented here today is prone to be affected by natural disasters to one degree or another. We can neither avoid this situation nor extricate ourselves from it. We can only try to be prepared. Let us start by establishing this new working group. I can think of no one more *à propos* than Ambassador Hurst to chair such a group to look more closely at the matter under the CSH.

Thank you.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador Shoman.

I give the floor to the distinguished Representative of Bolivia, who also happens to be the Chair of the Committee on Hemispheric Security.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE BOLIVIA: Muchas gracias, señor Presidente. Como puede verse, mi intervención es la última después de la larga lista de Representantes que me ha precedido. Esto me da la oportunidad de no repetir argumentos y no extenderme en el uso de la palabra, más allá de lo debido.

Tengo la satisfacción de haber recibido la información sobre la reducción de los desastres naturales, de parte de los expertos y de los representantes del Comité Interamericano para la Reducción de los Desastres Naturales, la Organización Panamericana de la Salud, el Banco Interamericano de Desarrollo, y la Unidad de Desarrollo Sostenible y Medio Ambiente de la OEA. Ellos nos han mostrado que la tarea es enorme dentro del objetivo de atenuar los efectos desastrosos de los fenómenos naturales.

Como todos saben, hace unos días, y a eso se refirió mi distinguida colega la Embajadora de Belice, se reunió la Comisión de Seguridad Hemisférica dentro de su tarea continuada y ya persistente por encontrar conceptos comunes que permitan precisar lo que significa una amenaza a la seguridad hemisférica.

En efecto, han desaparecido aquellas amenazas tradicionales, que eran la respuesta a ciertas circunstancias internacionales. La tendencia actual se orienta hacia el reconocimiento de que existen nuevos desafíos y, aunque los desastres naturales siempre han estado presentes, ahora los reconocemos como factores que amenazan la seguridad de nuestras sociedades.

Durante la presente sesión se ha insistido en que la pobreza extrema de muchos de nuestros países, incluyendo por supuesto el mío, también representa un reto para la seguridad. Asimismo, el representante de un organismo internacional nos ha indicado que los desastres se nutren principalmente de los pobres. Esta sí es, evidentemente, una nueva amenaza que debemos considerar.

En ese sentido, estimo que el tema de los fenómenos naturales que ocasionan desastres se encuentra perfectamente dentro del campo conceptual que atendemos en la Comisión de Seguridad Hemisférica. De esta manera, quiero manifestar que apoyo completamente la proposición del distinguido señor Embajador de Antigua y Barbuda, en el sentido que se cree un grupo de trabajo en el seno de dicha Comisión.

Por supuesto, este apoyo lo ofrezco en representación de la Delegación de Bolivia y no hablo en representación de la Comisión de la cual soy Presidente, porque no he realizado allí ninguna consulta al respecto.

Gracias, señor Presidente.

El PRESIDENTE: Thank you very much, Ambassador Ostria Trigo.

I think the discussion of this particular item has been very rich and full. The comments of representatives are always welcome, but I would also like to thank our sectoral experts from the institutions who are present with us today.

In returning to the question posed by the Representative of Jamaica, I give the floor to Dr. Keipi of the Inter-American Development Bank (IDB).

El REPRESENTANTE DEL BANCO INTERAMERICANO DE DESARROLLO: Thank you, Mr. Chairman.

The question referred to an event on financing to take place in the region during the fourth quarter of 2000. That conference will be held on December 12 and 13 in Tegucigalpa, Honduras, and is organized by the National Councils on Sustainable Development (CONADES) and the Central American Bank of Economic Integration (BCIE). Financing of natural disasters is one of the items, and there will be an ample panel discussion and general discussion on this topic.

Thank you very much.

El PRESIDENTE: Thank you very much for that answer. It illustrates the point that I wanted to make. Here we have a question posed by a representative, and the response has come from the Inter-American Development Bank, but here inside the OAS. The underlying purpose of this particular exercise is that there has to be as great an amount of inter-institutional coordination as possible if we are going to achieve the goal of disaster preparedness and, indeed, reduction in our hemisphere.

In concluding this item, I would like to say that there appears to be a consensus to support the proposal made by Ambassador Hurst. I would also like to remind everyone that this will fall to the Committee on Hemispheric Security (CSH) and its Chair, Ambassador Ostria Trigo of Bolivia, as it is not for the Permanent Council to establish a working group in another committee at this particular time. So I assume, Ambassador, that as you have indicated in your remarks, you will be addressing this at the earliest possible opportunity in the meetings of your committee.

APROBACIÓN DE ACTA

El PRESIDENTE: We move on to item 6, the approval of the minutes of the Council meeting held on August 2, 2000, CP/ACTA 1246/00. If delegations have no changes to suggest, we will consider those minutes approved.

FORO DEMOCRÁTICO A REALIZARSE EN LA ARGENTINA

El PRESIDENTE: We move on to item 7, "Other business." I give the floor to the distinguished Representative of Argentina.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE LA ARGENTINA: Muchas gracias, señor Presidente. Deseo poner en conocimiento de este Consejo Permanente que los próximos días 29 y 30 de noviembre se llevará a cabo en Buenos Aires el Foro Democrático denominado "Democracia representativa: soluciones doctrinarias y empíricas". Este seminario es organizado por el Gobierno de mi país, más precisamente por el Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto, conjuntamente con la Organización de los Estados Americanos, a través de la Unidad para la Promoción de la Democracia. Su finalidad consiste en generar un espacio de encuentro y diálogo entre personalidades gubernamentales, académicas y de la sociedad civil de mi país, Bolivia, Brasil, Chile, Paraguay y Uruguay.

Mediante la celebración de este Foro se procura promover el intercambio de conocimientos teóricos y experiencias, así como identificar y definir conclusiones y recomendaciones que contribuyan al tratamiento de aspectos y factores indispensables para fortalecer la calidad de la democracia representativa en la región.

DECLARACIÓN DE LOS JEFES DE ESTADO Y DE GOBIERNO DE LOS PAÍSES IBEROAMERICANOS SOBRE LA CUESTIÓN DE LAS ISLAS MALVINAS

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE LA ARGENTINA: Señor Presidente, abusando de la paciencia de este Consejo, deseo poner en conocimiento de las delegaciones el texto de la Declaración de los Jefes de Estado y de Gobierno de los países iberoamericanos sobre las islas Malvinas, que, con su indulgencia, procedo a leer: [Lee:]

Los Jefes de Estado y de Gobierno de los países iberoamericanos, reunidos en la Ciudad de Panamá, con ocasión de la X Cumbre Iberoamericana, reafirmamos la necesidad de que los Gobiernos de la República Argentina y el Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte reanuden, a la brevedad posible, las negociaciones tendientes a encontrar una pronta solución a la disputa de soberanía referida a la Cuestión de las Islas Malvinas, de conformidad con las disposiciones, objetivos y resoluciones de las Naciones Unidas y de la Organización de los Estados Americanos, incluyendo el principio de integridad territorial.

Panamá, 18 de noviembre de 2000

Muchas gracias, señor Presidente.

El PRESIDENTE: Thank you very much.

PRESENTACIÓN DE LA REPRESENTANTE DEL PERÚ
CON RELACIÓN A LA ACTUAL SITUACIÓN POLÍTICA EN SU PAÍS

El PRESIDENTE: I give the floor to the distinguished Representative of Peru.

La REPRESENTANTE PERMANENTE DEL PERÚ: Muchas gracias, señor Presidente.

Señor Presidente, distinguidos colegas, señor Secretario General Adjunto:

Permítanme hacer uso de la palabra nuevamente por unos breves momentos para dar a conocer a este Consejo Permanente una sucinta información sobre los últimos acontecimientos políticos en mi país, que se encuentra *ad portas* de tener juramentado y en ejercicio a un nuevo gobierno.

Como ustedes saben, por los informes a los cancilleres de la Misión de Alto Nivel de la OEA al Perú, son muchas las medidas y cambios políticos que se han presentado allí en los últimos meses. Se ha instalado una comisión, con presencia de un representante que recoge el consenso de la sociedad civil, para desactivar el Servicio de Inteligencia Nacional, y se ha nombrado a un procurador independiente, quien se encuentra realizando las investigaciones y denuncias pertinentes respecto de todos aquellos que podrían estar implicados en actos de corrupción. Al mismo tiempo, se está asegurando la independencia del Poder Judicial mediante la desactivación de las comisiones ejecutivas del Poder Judicial y del Ministerio Público, y se han devuelto las plenas facultades y atribuciones al Consejo Nacional de la Magistratura.

Por otra parte se ha designado a una nueva Fiscal de la Nación quien se ha comprometido a actuar con total autonomía. Asimismo, recientemente fueron restituidos en sus cargos tres miembros del Tribunal Constitucional, quienes habían sido destituidos. De esta manera dicha instancia queda nuevamente íntegra para llevar adelante sus importantes funciones.

En el ámbito de la libertad de expresión se han adoptado medidas que permitirán la restitución de los derechos de algunos propietarios de medios de comunicación, quienes fueron afectados con medidas cuestionadas, por no encontrarse ajustadas a la ley y al derecho. Se han

producido también, señor Presidente, cambios significativos en el ámbito de las fuerzas armadas y estas se han comprometido, como corresponde, a respetar su sometimiento al orden constitucional y a las autoridades civiles.

Para asegurar que las nuevas elecciones generales se lleven a cabo con imparcialidad y permitan la libre expresión de la voluntad popular, se han nombrado nuevas autoridades electorales. El Jurado Nacional de Elecciones está actualmente renovado con autoridades que merecen la confianza de toda la población. Asimismo, se está desarrollando un concurso para renovar la jefatura de la Oficina Nacional de Procesos Electorales.

Señor Presidente, no quisiera dejar de mencionar otros hechos importantes, relacionados con eventos ocurridos durante los últimos días. El 10 de noviembre pasado se expidió el Decreto Supremo 028-2000-PCM, mediante el cual se convocó a elecciones generales para el domingo 8 de abril de 2001, para la elección de Presidente de la República y Vicepresidentes, así como de los nuevos congresistas. Posteriormente, el día 19 de noviembre, el Presidente, ingeniero Alberto Fujimori, formuló su renuncia a la Presidencia de la República. El día de ayer, el Congreso peruano aprobó una resolución legislativa que declara la vacancia de la Presidencia de la República en aplicación del Artículo 113, Inciso 2, de la Constitución Política del Perú, que establece dicha vacancia por permanente incapacidad moral declarada por el Congreso de la República.

El día de hoy el Congreso peruano, de acuerdo con el orden de sucesión establecido por nuestra Constitución para ocupar la más alta magistratura del país, procederá a nombrar al Presidente del Congreso de la República, doctor Valentín Paniagua, como nuevo Presidente de la nación peruana.

Como ha podido apreciarse, señor Presidente, este proceso se ha realizado a través del diálogo entre todas las fuerzas políticas, en cuya facilitación la OEA ha cumplido un papel destacadísimo. También se ha llevado a cabo de una manera pacífica, aunque con los incidentes propios de un momento crítico en la historia de mi país que, sin embargo, no han impedido que se dirija al compromiso de celebrar nuevas elecciones generales, con garantías para todos, el próximo 8 de abril de 2001 y, ojalá también, al inicio de un período de reconciliación nacional.

Señor Presidente, apreciados colegas:

Frente a estos importantes acontecimientos políticos en el Perú, deseo expresar un especial agradecimiento a la OEA por haber atendido con prontitud y eficiencia, dentro del respeto a cuestiones que son, indudablemente, competencia de los peruanos, la solicitud del Gobierno para que una Misión de Alto Nivel de la OEA facilitara llegar a consensos básicos entre los diferentes grupos políticos, que permitieran avanzar en la democratización. Este ha sido un proceso de apoyo al Perú y al fortalecimiento de su democracia, hecho efectivo gracias a la OEA, gracias al valioso concurso de nuestro Secretario General, doctor César Gaviria; al Gobierno del Canadá, particularmente en las personas del ex Canciller Lloyd Axworthy y el distinguido Embajador Peter M. Boehm, nuestro Presidente del Consejo; al Secretario Permanente de la Misión de Alto Nivel, señor Eduardo Latorre; y a tantos otros funcionarios de la OEA que, con dedicación e inteligencia, han sabido atender los requerimientos que demandaba la situación política del Perú.

Asimismo, deseo agradecer a todos los gobiernos del hemisferio que, en una positiva armonía y equilibrio entre la defensa de la democracia y el principio de no intervención, han expresado su solidaridad y buenos deseos para que el proceso democratizador se siga desarrollando con éxito, para asegurar así la estabilidad política y la institucionalidad en mi país.

Muchas gracias.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador Ramacciotti, for your very important and very eloquent statement. I think I speak on behalf of all members of the Council in stating that we are moved by what you have said and that this organization continues to remain seized of developments in your country. The road to strengthening democracy is a rocky one.

General Assembly resolution AG/RES. 1753 (XXX-O/00), passed in Windsor, established a High-level Mission and was an important landmark in the development of this institution. I think we can also say, although he has not been yet formally sworn in, that the Council will respect the new President of the Republic of Peru, Valentín Paniagua. We wish him, his Cabinet, and the people of Peru well during this period of transition, which will be difficult. Ultimately, however, it will lead to the strengthening of democracy, as the people of Peru would wish it.

I particularly want to recognize in this Council the role played by our dear colleague Ambassador Ramacciotti. She has been tireless in supporting the work of the High-level Mission, of the dialogue, and of the Mesa in Lima itself. She has been extraordinarily helpful to us all in our work to support the strengthening of democracy in Peru, and she has done so out of a selfless dedication not only to her craft as an excellent diplomat, but to her country.

The Representative of Chile has the floor.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE CHILE: Gracias, señor Presidente. Las palabras que usted acaba de pronunciar me evitan una larga exposición.

Quisiera decir que en nuestras actuaciones hay un lado público y otro privado. Hoy hemos sido testigos de la actuación de una excelente diplomática, la Embajadora del Perú. Ella nos ha ofrecido un reporte objetivo, claro, exhaustivo, de lo que ha ocurrido en su país. Este Consejo puede darse por informado sobre los acontecimientos de primer nivel ocurridos en el Perú.

Hay lados privados en todas estas situaciones. Yo he escrito una carta que haré llegar a la Embajadora Beatriz Ramacciotti, tocando el aspecto personal y privado. En esa misma carta digo algo que también debería ser público. Menciono la circunstancia que aqueja a nuestros países al sur del río Grande desde la fecha misma de su independencia, en 1810, y que Bolívar designó en una frase quemante, la cual conserva su validez como si hubiera sido dicha ayer. Él dijo, al terminar sus días: "He arado en el mar". La frase del Libertador sigue siendo, por desgracia, la que pronunciamos todos los latinoamericanos al sur del río Grande.

Da la sensación de que nuestro proceso histórico devora, una y otra vez, a sus mejores hombres. Los esfuerzos son los de Sísifo: tratamos de llegar a la cumbre con la pesada roca y poco antes de arribar, hay que empezarlo todo de nuevo.

Lo que hemos visto en el Perú sucede en todos nuestros países, dramáticamente, desde hace casi doscientos años. Esta reflexión, que hago pública y que está más largamente tratada en la carta privada, tiene que ver con la esencia de la OEA, que es política. Ella es la que le da vida y razón de ser a la Organización. Es aquí donde nosotros deberíamos debatir estos temas y buscar su solución.

Llevamos doscientos años tratando de encontrar la solución. Podríamos decir que no hay esperanza, después de ese tiempo. Sin embargo, creo que tenemos que luchar contra la desesperanza. Tenemos que encontrar la solución, y encontrarla en el ámbito de esta Organización.

Esto es lo que motivan en mí las palabras del señor Presidente y el muy objetivo informe que nos ha dado la Embajadora Ramacciotti. Gracias.

El PRESIDENTE: Thank you very much, Ambassador Tomic, for your eloquent words.

PALABRAS DE RECONOCIMIENTO A LA SEÑORITA ANDREA SORUCO,
REPRESENTANTE ALTERNA DE BOLIVIA, EN OCASIÓN DE
SU ALEJAMIENTO DEL CONSEJO PERMANENTE

El PRESIDENTE: The distinguished Representative of Bolivia has the floor.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE BOLIVIA: Señor Presidente, voy a alejarme de la solemnidad y voy a usar veintisiete segundos nada más para quebrar una regla, por lo cual ofrezco disculpas.

Siguiendo una tradición generosa de este Consejo, quiero informar que en los próximos días se aleja nuestra Segunda Secretaria de la Misión de Bolivia, la señorita Andrea Soruco Ursic. Ella cesa su trabajo luego de tres años en los que recibimos su cooperación. Mi Delegación agradece la ayuda de la señorita Soruco y lo hago ante este Consejo, poniéndolo como testigo de este reconocimiento a un trabajo encomiable.

No es más, señor Presidente. Gracias.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador.

ANUNCIOS DEL PRESIDENTE

El PRESIDENTE: The Chair has three small items to raise before concluding the meeting. They are mainly housekeeping matters.

The Chair is aware of the increasing practice among committee and working group chairs to hold informal meetings. The Chair recognizes that these meetings can have a very useful role, particularly in the negotiation of a consensus text or position on a potentially divisive issue. We must, nevertheless, always keep in mind that informal meetings, by their very nature, have no decisional authority and that they impose a disadvantage on representatives that are not fluently bilingual in Spanish and in English.

The OAS has four official languages. That is why our formal meetings take place with simultaneous interpretation in all four languages and our documents are translated into all four languages before they can be discussed in formal meetings. In that way, all delegations can be sure to have a clear and precise understanding of the text being negotiated or considered.

In light of this, the Chair would ask all committee and working group chairs to be certain, when holding informal meetings, that the informal nature of the meeting is important for some reason other than cost cutting. As I have noted, informal meetings can play a useful and important role in the OAS. We just need to be careful not to hold them more often than necessary. I therefore ask for the cooperation of the distinguished colleagues who chair committees so that we can move forward on this issue and enjoy the equal benefit of our excellent interpretation, translation, and conferences services.

In a similar vein, it has become the practice in various international organizations, the United Nations in particular, to try to limit the use of cellular telephones in meetings. This is very difficult, because you are not responsible for the call that is coming in, but you can use more discrete options for the ring on incoming calls. Today, some eleven calls came in while our discussion was taking place. I recall one other occasion when telephones were ringing while we observed a protocolary moment of silence. The telephones outside can be used as well. I'm just urging people to use their discretion in this matter.

For your information, the Permanent Council will meet on December 1, which is a Friday, and again on December 8 for a special meeting devoted to addressing the priorities of this organization. The Chair will be sending a letter to the permanent representatives of all the missions in preparation for the meeting on December 8. We may have a final Council meeting before the end of the year, depending on the issues that come forward and on holiday times and schedules.

If there are no other matters, this Council meeting is adjourned.

ANEXO

RESOLUCIÓN APROBADA

OEA/Ser.G
CP/RES. 779 (1256/00)
22 noviembre 2000
Original: español

CP/RES. 779 (1256/00)

REESTRUCTURACIÓN DEL SISTEMA INTERAMERICANO
A LA LUZ DE LAS CUMBRES DE LAS AMÉRICAS

EL CONSEJO PERMANENTE DE LA ORGANIZACIÓN DE LOS ESTADOS AMERICANOS,

VISTO el informe y las recomendaciones de su Grupo de Trabajo sobre la Reestructuración del Sistema Interamericano a la Luz de las Cumbres de las Américas, establecido el 27 de septiembre de 2000 (GT/REESI-8/00 rev. 1);

RECORDANDO:

Las resoluciones de la Asamblea General “Contribución de la OEA al Proceso de las Cumbres de las Américas” [AG/RES. 1449 (XXVII-O/97)] y “Modernización de la OEA y Renovación del Sistema Interamericano” [AG/RES. 1603 (XXVIII-O/98)];

El mandato otorgado a los Ministros de Relaciones Exteriores por los Jefes de Estado y de Gobierno de los Estados Miembros en la Declaración de Santiago adoptada en la Segunda Cumbre de las Américas, para que se examine la forma de fortalecer y modernizar las instituciones del Hemisferio, particularmente la Organización de los Estados Americanos;

El Diálogo de los Jefes de Delegación desarrollado en el trigésimo período ordinario de sesiones de la Asamblea General basado en el tema “Reestructuración del Sistema Interamericano a la Luz de las Cumbres de las Américas: Fortalecimiento y Modernización de la OEA”, en particular la intervención del Señor Canciller de la República Argentina contenido en el documento AG/INF.256/00 corr. 1; y

Las propuestas de la Presidencia del citado Grupo de Trabajo que fueron presentadas en el documento GT/REESI-2/00;

TENIENDO EN CUENTA los mecanismos existentes para dar seguimiento y apoyo a la implementación de las iniciativas y mandatos de las Cumbres de las Américas, en particular el Grupo

de Revisión de la Implementación de Cumbres y, dentro de la OEA, la Comisión Especial sobre Gestión de Cumbres Interamericanas; y

RECONOCIENDO la conveniencia de acercar la OEA y el proceso de Cumbres para lograr una mayor armonización, una mejor racionalización de recursos y la más equitativa participación posible,

RESUELVE:

1. Ofrecer al Grupo de Revisión de la Implementación de Cumbres (GRIC) las instalaciones de la sede de la Organización de los Estados Americanos (OEA) para la celebración de sus reuniones.

2. Proponer que, en la medida de lo posible, la celebración de la Cumbre de las Américas y del período ordinario de sesiones de la Asamblea General de la OEA, tengan lugar en forma consecutiva y sean auspiciadas por el mismo Estado Miembro.

3. Solicitar a la Presidencia de la Comisión Especial sobre Gestión de Cumbres Interamericanas que transmita la presente resolución al GRIC en su próxima reunión.

AC00489T01

ISBN-0-8270-4386-4